

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.1250  
7 juin 1965

FRANCAIS

Trente-deuxième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT CINQUANTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 7 juin 1965, à 15 heures.

Président :

M. NAUDY

(France)

- Rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [point 6 b) de l'ordre du jour]
- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [point 4 c) de l'ordre du jour]
- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique [point 4 a) de l'ordre du jour] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1250. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

RAPPORT DE LA MISSION DE VISITE DES NATIONS UNIES DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE (T/1635) [6 b)]

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE (T/1632, 1642; T/L.1090) [4 c)]

Le PRESIDENT : Ainsi qu'il a été convenu par le Conseil lors de sa séance précédente, nous allons examiner maintenant les points de notre ordre du jour ayant trait au territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée, c'est-à-dire le rapport de la Mission de visite et le rapport de l'Autorité administrante.

Messieurs, avec votre permission, je désirerais prendre la parole à l'occasion du point 6 b) de notre ordre du jour, en qualité de Président de la Mission de visite qui s'est rendue au nom du Conseil dans le territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée au cours des mois de mars et d'avril derniers.

Le jour où vous avez bien voulu me désigner pour diriger vos travaux, j'ai déjà été en mesure de vous remercier de la marque de confiance dont vous m'aviez honoré au mois de février dernier en me portant à la présidence de la Mission. Permettez-moi de dire à nouveau combien j'y ai été sensible. Permettez-moi aussi de dire que j'ai essayé de m'acquitter de mes fonctions en toute objectivité et sans jamais perdre de vue la règle de ce que j'appellerais l'honnêteté intellectuelle.

Il m'aurait été impossible de mener à bien cette tâche sans les divers concours qui m'ont été très généreusement apportés. Je citerai tout d'abord l'assistance de mes trois collègues, MM. Dwight Dickinson, Dermot Swan et Nathaniel Eastman, représentant respectivement les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et le Libéria. J'ai pu, à chaque minute de notre voyage, apprécier leur jugement, leurs connaissances et leur dévouement inlassable. En vérité, notre équipe a été véritablement l'image de la bonne entente et de la collaboration. Nous avons toujours pris nos décisions en commun, de même que notre rapport reflète notre opinion commune, bien qu'en tant qu'individus, notre manière d'envisager les problèmes ait pu quelquefois différer, ce qui est parfaitement naturel et, j'ose ajouter, fort heureux.

Le Président

Les représentants du Secrétariat de l'Organisation ont apporté à la Mission une aide particulièrement efficace. Je voudrais, de la part de mes collègues et en mon nom personnel, exprimer à M. le Sous-Secrétaire pour les affaires de la tutelle et des territoires non autonomes, notre reconnaissance d'avoir mis à notre disposition un groupe de fonctionnaires aussi compétents, dont l'énergie, la bonne volonté, la parfaite égalité d'humeur ne le cédaient en rien aux hautes qualités techniques. Que M. Hayley, Secrétaire principal, M. Wathen, officier politique, M. O'Connor, fonctionnaire d'administration, Mme Bowles, secrétaire sténo-dactylographe, veuillent bien recevoir l'expression de notre gratitude. J'ajoute que notre retour au Siège de l'Organisation n'a pas marqué, loin de là, la fin de leurs travaux. C'est grâce à leur labeur opiniâtre que nous avons pu mener à bien l'établissement de notre rapport, malgré le temps limité dont nous disposions. Je remercie spécialement à cette occasion, M. Wathen et Mme Bowles qui, sous la direction de M. Hayley, n'ont ménagé ni leur temps ni leur peine.

Le Président

Enfin, l'Autorité chargée de l'administration, à tous les échelons, s'est efforcée de rendre notre visite profitable. Grâce à d'excellents arrangements d'ordre matériel dont la conception première revient, nous ne l'oublions pas, à la délégation australienne auprès de ce Conseil, la Mission a pu remplir un programme très complet, mais aussi très chargé, ainsi que le montre l'itinéraire figurant dans le rapport, et que les conditions climatiques n'ont quelquefois guère favorisé. En effet, nous nous sommes rendus dans le Territoire sous tutelle alors que la saison des pluies n'était pas terminée et nous avons essuyé - si j'ose dire - ses ultimes mais très humides manifestations. Trois officiers de liaison, l'un appartenant au Ministère des territoires, M. James Legge, l'autre à l'Administration de Port Moresby, M. Ronald Galloway, le troisième, M. Hickey du Ministère des affaires extérieures, ont constamment suivi la Mission dans ses déplacements et réellement prévu ses moindres désirs avec une attention de tous les instants. Tous les fonctionnaires des services centraux et des districts, sous la haute direction de sir Donald Cleland, à la compréhension et à la courtoisie duquel je tiens à rendre hommage, se sont ingéniés à faciliter notre tâche et à nous faire bénéficier de leur expérience. A Canberra, nous avons eu le privilège d'avoir un entretien avec M. Barnes, Ministre des territoires, qui a réservé à la Mission la réception la plus cordiale, et avec M. Havluck, Ministre des affaires extérieures. M. Warwick Smith, secrétaire pour les territoires et ses collaborateurs nous ont donné, avec une compétence vraiment hors de pair, des explications d'une grande signification. Nous avons eu également des entretiens avec sir James Plimsoll, secrétaire des affaires étrangères que certains d'entre vous ont bien connu ici, et M. Shaw, secrétaire adjoint. En vérité, nous garderons le souvenir des attentions qui nous ont été réservées pendant notre voyage. Elles ont revêtu un caractère beaucoup plus amical qu'officiel et c'est pourquoi nous y avons été tellement sensibles.

Je voudrais souligner aussi combien mes collègues et moi-même avons été encouragés par l'accueil que nous avons reçu des habitants de la Nouvelle-Guinée et par l'empressement qu'ils ont montré pour rencontrer la Mission et s'entretenir avec elle. Dans tous les milieux, nous avons senti ce désir et nous nous sommes



Le Président

efforcés de le satisfaire en prenant le plus possible de contacts; nous avons parlé à tous ceux qui le désiraient et à ceux aussi dont nous pensions que le témoignage pourrait être utile pour remplir la tâche que le Conseil nous avait confiée.

Je ne vous décrirai pas les détails de notre tournée. Certes, il serait tentant de le faire, mais si je m'y laissais aller vous pourriez, à juste titre, m'accuser de céder à la facilité et aux mirages d'un exotisme superficiel. Nous avons été captivés, en vérité, de nous trouver sur les lieux mêmes dont les noms inscrits sur les cartes de géographie nous avaient bien souvent fait rêver quand nous étions écoliers ou plus tard : la Nouvelle-Guinée, l'archipel Bismarck, la Nouvelle Bretagne, les îles de l'Amirauté. Mais nous n'étions pas des touristes, et ce qui a rendu l'expérience que nous avons vécue pendant quelques semaines si passionnante, c'est un tout autre aspect des choses.

Nous avons vu une population - dont certains éléments n'avaient, il y a quelques années encore, jamais été mis en contact avec le monde extérieur - s'éveiller aux modes d'existence et de pensée modernes grâce à l'action persévérante de l'Australie. Nous avons constaté chez les habitants de la Nouvelle-Guinée le désir de s'adapter à ces conditions nouvelles, et des aspirations au développement de ce progrès dont ils ont déjà bénéficié. Ils souhaitent ardemment en particulier un accroissement des moyens mis à leur disposition en vue de leur développement économique et culturel. L'Autorité chargée de l'administration se trouve donc placée devant la nécessité de franchir de nouvelles étapes. Je reconnais volontiers que les résultats déjà obtenus par cette Autorité, dans des conditions difficiles, sont des plus remarquables, et que peut-être elle estime qu'on exige beaucoup d'elle. Mais les réussites de l'Autorité administrante dans le passé garantissent le succès de ses initiatives pour l'avenir.

Le Président

Aussi bien les événements vont vite de nos jours, en raison même du progrès technique qui caractérise notre époque, qui commande les développements dans tous les domaines et qui hâte les transformations. Il faut aller avec son temps et ne pas se laisser prendre de court, ni par les événements, ni par l'évolution des idées. Voir l'avenir, ce n'est pas faire preuve d'une précipitation injustifiée; c'est au contraire préparer les conditions pour que les transitions s'opèrent le cas échéant de façon satisfaisante et sans heurts.

Messieurs, au nom de la Mission, j'ai l'honneur de remettre au Conseil le rapport où nous avons consigné ce que nous avons vu, ce que nous avons remarqué et ce que nous pensons pouvoir suggérer ou recommander afin que l'évolution du territoire de la Nouvelle-Guinée se poursuive sans retard injustifié et dans des conditions satisfaisantes.

Mon propos n'est pas de vous résumer le contenu de ce rapport. Il est je crois préférable que vous en preniez connaissance sans idées préétablies et que vous en tiriez vous-mêmes vos conclusions personnelles.

Je voudrais cependant indiquer comment il a été conçu. Après une introduction donnant une impression d'ensemble, viennent quelques remarques d'ordre général et une partie à dessein très développée où nous relatons dans le détail ce que nous avons entendu au cours des réunions publiques tenues avec les représentants officiels de la population ou les individus qui ont paru devant la Mission. Ces témoignages nous ont paru en effet particulièrement significatifs. On trouve ensuite les chapitres de synthèse où nous avons examiné successivement le progrès politique, le développement économique, les questions sociales, l'éducation, la dissémination des renseignements concernant l'Organisation des Nations Unies et la question de l'avenir du territoire. Nous avons pensé qu'il était de bonne méthode, enfin, de rassembler dans un dernier chapitre les plus importantes de nos remarques et de nos recommandations. J'ajoute que si nous avons pu faire court, dans une certaine mesure, c'est parce que l'autorité administrante a présenté un excellent rapport extrêmement détaillé et nous avons jugé inutile de reprendre dans notre rapport bien des renseignements qui figurent dans le rapport de l'autorité chargée de l'administration.

Le Président

Pour conclure, je voudrais appeler l'attention du Conseil sur les faits suivants.

Au cours de notre visite, nous avons été à même de constater que les principales recommandations formulées par la Mission de 1962 avaient été mises en oeuvre ou étaient en cours d'exécution, telles les recommandations ayant trait à la création d'un parlement représentatif, à l'élimination de la législation portant des mesures discriminatoires, à l'enquête économique confiée à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, au nouveau programme d'enseignement supérieur. De plus, nous avons appris que l'autorité administrante était en train d'examiner les conclusions du rapport de la Banque dont elle approuvait les grandes lignes et qu'elle avait décidé la création d'une université et d'un institut supérieur d'enseignement technique. Enfin, d'après de récentes informations, la Chambre d'Assemblée vient de décider, à sa dernière session, de créer un comité spécial chargé de préparer l'avenir constitutionnel du territoire. D'autre part, un comité d'enquête a été institué pour reviser la Native Employment Ordinance, c'est-à-dire pour examiner entre autres les dispositions légales relatives au salaire minimum. Le Conseil aura l'occasion d'examiner tous ces points. Ce que je voudrais dire simplement, c'est que toutes ces mesures sont fort importantes. Venues à point pour répondre aux problèmes de l'heure et aux impératifs du développement, elles étaient nécessaires. Il était nécessaire qu'elles fussent prises. Mais elles sont propres à inspirer confiance pour l'avenir.

Le rapport de la Mission est contenu dans le document T/1635. Je crois que les annexes n'ont pas encore pu être publiées; j'espère qu'elles seront distribuées aux délégations demain matin.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous remercie bien sincèrement des paroles aimables que vous avez eues à l'endroit de mes collègues tant de Nouvelle-Guinée que d'Australie comme à l'égard de mes supérieurs. Vous pouvez être certain que cette expression des sentiments de la Mission leur sera transmise. Je tiens à vous remercier également de vos si aimables paroles envers la délégation australienne aux Nations Unies. Si notre délégation a été en mesure, avant votre départ, de vous aider dans votre travail, c'est bien le moins que nous ayons pu faire. C'est en effet la tâche

de ma délégation, telle qu'elle la conçoit, de collaborer aux travaux des Nations Unies, que ce soit à cette occasion ou à propos de toute autre question ayant trait aux régions qui nous intéressent, et ce, dans toute la mesure de nos possibilités. Je n'en suis pas moins sensible à vos paroles élogieuses.

Monsieur le Président, vous pouvez être assuré que le rapport de la Mission de visite du Conseil de tutelle de 1965 dans le territoire de la Nouvelle-Guinée, dont nous sommes saisis pour la première fois, sera transmis sans retard au Gouvernement australien. Vous pouvez être certain également qu'il fera l'objet de l'examen le plus attentif de ce gouvernement et de l'administration du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

Il ne m'appartient pas de dire ici quoi que ce soit concernant le rapport qui pourrait devancer les observations de mon propre gouvernement ou les décisions qu'il pourrait prendre de ce fait, et je puis dire, Monsieur le Président, que vos efforts, en tant que chef de la délégation, et les efforts de vos collègues ont emporté le respect et l'estime de la population de la Nouvelle-Guinée et des Australiens que vous avez rencontrés et qui vous ont vu au travail. La dignité de la Mission, son labeur constant et son courage ont été fort remarqués. Je suis certain que votre rapport - encore que je me réserve le droit de m'en séparer sur tel ou tel point - marquera un nouveau jalon dans la marche de cette région vers le progrès. J'y ai relevé de nombreuses et généreuses allusions à l'évolution, à la politique et à la population de la Nouvelle-Guinée. Pour ces aimables paroles, de même que pour vos grands efforts et pour ceux de vos collègues afin d'aider le Gouvernement de l'Australie tout en contribuant à la réalisation des buts de ce Conseil, permettez-moi de vous exprimer la chaleureuse reconnaissance de ma délégation.

J'ai aujourd'hui le grand plaisir de compter dans la délégation australienne M. J. T. Gunther, représentant spécial de la Nouvelle-Guinée et MM. John Guise et Matthias Toliman, ses conseillers.

M. McCarthy (Australie)

M. Gunther est déjà bien connu des membres du Conseil. Il est administrateur-adjoint du Papua et de la Nouvelle-Guinée et a eu maintes fois l'occasion, pendant ses longues années de service dans ce pays, de remplir la fonction d'administrateur. Avant d'accéder à son poste supérieur actuel dans l'administration, il a été longtemps directeur de la santé publique pour le Papua et la Nouvelle-Guinée. C'est sans doute grâce à M. Gunther - spécialiste de problèmes médicaux, administrateur, homme de grande perspicacité et ami des autochtones - que les services de la santé publique du territoire ont pu revêtir la structure et prendre l'élan qui les caractérise et qui ont provoqué l'admiration de tous ceux qui ont visité la Nouvelle-Guinée, y compris, nous n'avons pas manqué de le remarquer, les membres de la Mission.

M. McCarthy (Australie)

Depuis qu'il a été promu à ses fonctions actuelles, il a mis au service de tous les domaines de l'administration du territoire les qualités qui avaient déjà marqué son oeuvre à la tête des services de la santé publique. Nous sommes fort heureux de l'avoir parmi nous. J'en éprouve personnellement un plaisir particulier, car il est l'un de mes plus anciens et plus proches amis et, en outre, il a été pendant bien des années pour moi un collègue en lequel j'avais toute confiance lorsque je travaillais sur place dans l'administration territoriale.

C'est aussi un grand plaisir et un grand honneur pour ma délégation que de compter parmi ses membres M. Guise et M. Toliman. Ils sont respectivement dirigeant et dirigeant adjoint des membres élus au Parlement du Papua et de la Nouvelle-Guinée. A mon avis, il est particulièrement digne de remarquer qu'ils aient été choisis par tous leurs collègues pour ces fonctions, car ces membres élus, comme le Conseil le sait, comptent à la fois des représentants australiens et autochtones de tous les habitants du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Pendant longtemps, M. Guise a été l'un des plus connus parmi les deux millions d'autochtones du territoire. Il a beaucoup voyagé en tant que représentant de son peuple, en Afrique, en Europe, dans le Pacifique, en Australie et aux Etats-Unis, et c'est la deuxième fois qu'il vient aux Nations Unies. Il a beaucoup d'éloquence et exprime hardiment ses opinions en tant que dirigeant de la population. M. Toliman, bien qu'il soit connu depuis moins longtemps que M. Guise, a déjà donné sa mesure grâce à ses qualités exceptionnelles. Je suis certain que nous entendrons beaucoup parler de M. Guise et de M. Toliman. La délégation australienne s'honore de les avoir à ses côtés, et leur présence est un honneur aussi pour le Conseil.

En parlant ainsi de mes collègues, je ne puis manquer de faire quelques observations dictées par le passage suivant du rapport de la mission de visite, si brillamment dirigée par notre Président :

"La Mission ... n'oubliera pas de longtemps le dévouement exemplaire dont elle a été témoin, soit dans les écoles de brousse, où les instituteurs apprennent avec enthousiasme les rudiments du savoir aux enfants, dans les districts éloignés, où de jeunes fonctionnaires apprennent aux habitants à s'adapter sans heurt à la vie moderne, dans les hôpitaux, où les infirmières soignent les plaies des lépreux, ou dans les institutions pilotes de redressement où les soins les plus attentifs sont donnés à la rééducation des prisonniers.



M. McCarthy (Australie)

La mission se souviendra du courage et de l'expérience des pilotes qui jouent un rôle indispensable dans les transports de passagers et de denrées. Elle se rappellera que, partout, elle a pu tenir des réunions animées et ordonnées, auxquelles participaient plusieurs centaines de personnes et parfois davantage."

(Interprétation de séance)

La présence de nos collègues de Nouvelle-Guinée m'a amené à faire cette citation, et je voudrais y ajouter simplement une observation personnelle : le succès de l'oeuvre des gens que mentionne la Mission aurait été impossible si les autochtones pour lesquels ils travaillent n'avaient pas été aussi éveillés et pleins d'initiative. M. Gunther est à l'avant-garde de cet effort; M. Guise et M. Toliman sont à l'avant-garde à la fois de l'effort et de la réaction à cet effort.

En parlant comme je l'ai fait de M. Guise et de M. Toliman en tant que représentants de la population et dirigeants des autochtones, je voudrais rappeler au Conseil qu'ils ont ces fonctions dans le cadre d'un système politique qui prévoit le suffrage universel des adultes et une liste commune, sans distinction de race, de croyance ou de couleur, ce qui a permis de créer un Parlement où la majorité élue est une majorité indigène qui fait les lois avec en vue la paix, l'ordre public et un gouvernement sain pour le territoire; c'est le seul organe législatif du territoire sur place. Sans l'unanimité de cette majorité à l'assemblée, l'Administration, que représente M. Gunther, l'Administrateur lui-même, ne peuvent pas légiférer.

Je fais une comparaison avec les conditions qui prévalent ailleurs dans certaines régions semblables du monde. A propos de ces autres territoires, j'ai personnellement, en tant que représentant de l'Australie au Comité des Vingt-Quatre, entendu affirmer constamment et de façon générale que ce système était la base même sur laquelle devait se fonder l'indépendance. L'absence d'un tel système, déclare-t-on énergiquement dans tous les organes des Nations Unies qui s'occupent de la décolonisation, est la cause première des maux qui affligent ces régions troublées. L'institution de ce seul régime met en marche un processus irréversible. Ni l'Australie, en tant qu'autorité administrante, ni le Conseil de tutelle, ni les Nations Unies dans leur ensemble, ne peuvent renverser le cours de ce processus en Nouvelle-Guinée, car ce qui a été fait là-bas a été la création d'un instrument de la population de la Nouvelle-Guinée qui sera façonné à l'avenir par cette même



M. McCarthy (Australie)

population, grâce à un processus ordonné de développement, pour le bien des habitants, afin qu'ils s'en servent tous pour faire entendre leur opinion. En fait, c'est là le système que préconisent tous ceux qui critiquent le régime "colonial", ce régime qui, grâce à des formes nouvelles et dynamiques et à une tendance toute nouvelle que lui a donnée l'Australie, a produit ce système.

Ayant mentionné en passant d'autres régions dans le monde qui sont à l'heure actuelle troublées et déchirées, où sévit la violence, où l'on en vient souvent aux effusions de sang, je voudrais de nouveau citer un passage du rapport de la Mission de visite :

"Le développement du territoire continue. En outre, la paix et l'ordre public règnent, bien que les dissensions tribales et les guerres entre tribus aient été les éléments dominants de la coutume ancestrale."

(Interprétation de séance)

Il m'est difficile d'imaginer une observation plus concise et plus complète, s'agissant de ce que l'on appelle une région coloniale - ou toute autre région d'ailleurs - que cette remarque : "La paix et l'ordre public règnent".

M. McCarthy (Australie)

Par cet ordre, qui est une immense réalisation - en fait, seulement grâce à cet ordre - un grand progrès d'intégration et d'accélération se fait dans tous les domaines de l'administration.

Dans le domaine politique, ce développement est - et a été soigneusement préparé à cet effet - un développement ordonné de modifications constitutionnelles qui, pas à pas, acheminent le pays vers les buts ultimes fixés par la Charte et par l'Accord de tutelle. Chacune de ces étapes, chacune de ces nouvelles formes évolue grâce à la volonté des représentants librement élus du peuple. Mais ces mêmes membres de la Chambre d'Assemblée ne peuvent agir d'un revers de main ou d'un trait de plume et créer l'instrument politique qui est nécessaire au bien-être du peuple qu'ils représentent car, comme je l'ai dit précédemment et comme je le dirai encore, la Nouvelle-Guinée n'est pas encore une et son peuple n'est pas encore unifié. Le Parlement qui a été créé, cependant, dans ce pays aux nombreuses tribus et aux langues diverses, dans ce pays où l'ancienne coutume est encore en conflit avec les besoins modernes, où l'ancienne coutume, en fait, est en contradiction avec elle-même dans des milliers de cas, le Parlement deviendra le centre véritable autour duquel se fera l'unité nationale et se créera une cohésion toujours plus profonde.

Ce développement vers le but ultime, pour la Nouvelle-Guinée, se produit au sein d'une société libre. Je suis tenté de faire cette observation parce que l'indépendance est trop souvent confondue, ici et dans d'autres organes des Nations Unies, avec la liberté. La population de ce pays est libre. Tout en admettant, tout en reconnaissant qu'en théorie la situation, en Nouvelle-Guinée, ne répond pas absolument encore à tous les désirs, ne répond pas complètement par exemple, à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, on ne peut manquer de reconnaître que la population jouit de toutes sortes de libertés dont mon pays - l'Autorité administrante dans ce cas - a hérité et dont la population de la Nouvelle-Guinée est cohéritière : libération du besoin, libération de la crainte et toutes sortes de libertés pour lesquelles, dans bien d'autres régions, on se bat. Ces libertés existent en Nouvelle-Guinée. Dans ce Territoire, il n'y a pas de prisonniers politiques; on y jouit de la liberté d'association, de la liberté de réunion, de la liberté de la presse et

M. McCarthy (Australie)

de la parole; la discrimination raciale est hors la loi; les groupements politiques, les syndicats et les autres organisations de la population autochtone, non seulement ne sont pas entravés, mais ils sont encouragés. Tout homme, noir ou blanc, est libre au regard de la loi; tous les hommes sont régis par les mêmes lois qui sont appliquées par des juges impartiaux, libres de toute ingérence du pouvoir exécutif et qui ne sont pas responsables devant lui.

Dans mon pays, nous considérons toutes ces choses comme normales. Mais la plupart des problèmes que ceux d'entre nous qui travaillent à la décolonisation ici, aux Nations Unies, ont rencontrés n'existent que parce que ces libertés ont été déniées. En Nouvelle-Guinée, comme la Mission l'a souligné, l'ordre et la paix règnent; il n'y a pas de conflits armés; personne ne meurt pour une cause combattue; il y a progrès dans tous les domaines et dans une atmosphère d'ordre.

Ainsi, ne nous laissons pas entraîner ici par des préjugés ou des opinions qui résultent de conditions tout à fait différentes ailleurs et provoquent une situation d'autant plus confuse que les histoires sont différentes. Par exemple, ne confondons pas les problèmes de la Nouvelle-Guinée avec ceux d'autres parties de l'Afrique ou avec ceux de certaines parties de l'Asie. En effet, la Nouvelle-Guinée n'est tout simplement pas l'Afrique, elle n'est pas non plus l'Asie. De même que l'Afrique a été conditionnée par sa propre histoire, de même que l'Asie l'a été par la sienne, la Nouvelle-Guinée l'est par une histoire différente en mille aspects de celle de chacune de ces régions, en fait de toute autre région et, comme son histoire est différente, nombreux sont ses problèmes qui sont différents et qui, par conséquent, appelleront des solutions différentes.

Je ne me propose pas de prendre davantage le temps du Conseil. Les membres de celui-ci doivent examiner le rapport de la Mission de visite et pouvoir s'entretenir avec nos collègues de la Nouvelle-Guinée au sujet de la situation qui règne dans ce Territoire et pour comprendre ce que disait mon Ministre, alors ministre des Territoires, il y a quelque temps, devant le Parlement australien :

M. McCarthy (Australie)

"Il est regrettable, mais vrai, que tant de questions intéressant le bien-être des peuples soient tranchées comme s'il s'agissait d'une lutte pour la domination mondiale. C'est un fait qu'aux Nations Unies, les votes ne sont pas toujours le fruit d'un jugement sur le bien fondé d'une cause, mais qu'ils sont souvent émis pour des raisons tout à fait étrangères à la question. Cependant, le Gouvernement croit qu'il y a des pays de par le monde, qui regarderont objectivement vers la Nouvelle-Guinée et chercheront à comprendre la situation qui y règne, qui chercheront avant tout à la juger en fonction de ce qui sera le meilleur pour les habitants de ce Territoire, de ce qui améliorera leur bonheur et leur bien-être. Si cette attitude règne, le Gouvernement aura alors pleine confiance en le jugement international sur le Papua et la Nouvelle-Guinée. Nous devons avoir constamment pour objectif de favoriser cette compréhension dans l'intérêt de la population des territoires eux-mêmes."

Je songe aussi à l'observation faite par un autre homme d'Etat, Edmund Burke, devant un autre Parlement et à une autre époque, alors qu'il appliquait son grand esprit, comme il l'a fait toujours, aux problèmes liés à la liberté des peuples. Il a dit :

"Dans la lutte pour une puissance imaginaire, nous nous imprégnons de l'esprit de domination et perdons le goût d'une honnête égalité."

Ainsi, quelles que soient les luttes de l'heure, gardons un esprit de réalisation. Restons conscients, dans nos discussions, du fait que la puissance véritable est et doit rester aux mains du peuple. Notre tâche, en ce Conseil, est simplement de l'aider à préparer des instruments de plus en plus raffinés pour l'exercice de sa propre puissance, en vue du bien de tous.

Pour sa part, mon gouvernement renouvelle la promesse qu'il a faite solennellement à ces peuples : tant qu'ils auront besoin de nous, nous resterons avec eux; nous travaillerons avec eux dans tout ce qui est pour leur bien. Quels que soient les nombreux motifs qui aient conduit l'Australie, à l'origine, en Nouvelle-Guinée, ils se sont liés pour nous faire comprendre que ce qui compte en toute matière, c'est la fin, c'est le résultat.

Je vous serais maintenant reconnaissant, Monsieur le Président, de bien vouloir inviter à la table du Conseil mon collègue, le Représentant spécial.

Le PRESIDENT : Avant de donner la parole au Représentant spécial de la Nouvelle-Guinée, je désire lui souhaiter la bienvenue au nom du Conseil et lui dire que nous apprécions particulièrement sa présence parmi nous. Le représentant de l'Australie a rappelé la carrière du Dr Gunther. Nous savons qu'en sa qualité d'adjoint à l'Administrateur du Territoire sous tutelle, il est un des artisans les plus qualifiés de la politique de développement entreprise par l'Autorité chargée de l'administration. Il est le porte-parole du Gouvernement à la Chambre d'Assemblée. Il est un des signataires du rapport qui a été consacré à l'enseignement supérieur. Enfin, ainsi que le représentant de l'Australie l'a rappelé, avant d'exercer ses fonctions actuelles, il a occupé celle de directeur de la santé publique du Territoire et il y a accompli ces réalisations que le Conseil a eu l'occasion de louer par le passé.

Je voudrais aussi faire savoir à M. John Guise et à M. Matthias Toliman, qui sont ici en qualité de conseillers de la délégation australienne, combien le Conseil se réjouit de les accueillir. Membres éminents de la Chambre d'Assemblée, M. John Guise et M. Matthias Toliman, vous le savez, jouent un rôle à la fois prépondérant et éclairé au Parlement ainsi que, d'une manière générale, dans la vie politique du Territoire.

J'invite le Représentant spécial de la Nouvelle-Guinée à prendre place à la table du Conseil et je lui donne la parole.

Sur l'invitation du Président, M. Gunther, Représentant spécial du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, prend place à la table du Conseil.

M. GUNTHER (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est pour moi un honneur que d'être invité à faire une déclaration liminaire. Le Conseil de tutelle a devant lui le rapport de l'Autorité administrante pour l'exercice 1963-64; en outre, un rapport supplémentaire contenant des renseignements sur les activités en 1964-65 sera distribué tout à l'heure. Je voudrais maintenant essayer de porter à l'attention des membres du Conseil certains des progrès les plus importants et les plus significatifs réalisés pendant la période à l'examen, et particulièrement en 1964-65.

Le Conseil a été précédemment informé de l'enquête menée par la Banque internationale sur "le développement économique du territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée". Le rapport découlant de cette étude - on l'appelle maintenant le "Rapport de la Banque" - a été publié le 31 décembre 1964 et il a été depuis cette date étudié très attentivement.

En mai 1965, le Ministre des territoires, M. Barnes, annonçait que le Gouvernement australien faisait siens les objectifs consistant à placer un accent plus prononcé sur la nécessité de stimuler le potentiel productif du territoire et de faire progresser la population autochtone par l'instruction, la formation professionnelle et l'acceptation de responsabilités plus grandes. M. Barnes ajoutait que le gouvernement accordait une grande valeur au rapport et acceptait ses programmes visant à appuyer le plan d'ensemble sur un accroissement de la production, les opinions des représentants élus du peuple devant être prises pleinement en considération. La Chambre d'assemblée, lors de sa récente réunion, a d'une manière générale appuyé les programmes visant à une plus grande production.

Le Gouvernement australien a accepté les recommandations de la Commission de l'instruction supérieure pour le Papua et la Nouvelle-Guinée - connue sous le nom de "Commission Currie" - et, le 18 mars 1965, il a annoncé qu'une université recevrait ses premiers étudiants en 1967, sous réserve de l'approbation par la Chambre d'assemblée de cette décision au moyen de la législation nécessaire.



M. Gunther, Représentant spécial

Lors de sa récente réunion, la Chambre a non seulement fait cela mais a en outre créé un Institut d'instruction technique supérieure.

Dans l'ordre d'importance, le troisième événement que l'on peut signaler pour 1964-65 a été l'activité nouvelle de la Chambre d'assemblée, qui s'est réunie le 8 juin 1964 et a tenu quatre réunions depuis.

La Mission de visite de 1962 avait recommandé trois plans : une enquête économique devant conduire à l'approbation d'un plan de développement; un accent plus prononcé sur l'instruction supérieure; et des préparatifs pour l'élection d'une nouvelle Chambre des représentants.

L'Autorité administrante a vigoureusement mis en oeuvre ces recommandations. Il est cependant juste et équitable de préciser que le Gouvernement australien avait déjà préparé et accepté en principe un plan de développement quinquennal devant commencer en 1961-62. Il est également équitable d'ajouter que sur l'invitation du Gouvernement australien, deux économistes appartenant au personnel de la Banque internationale avaient été détachés pour une mission de visite en Australie et qu'ils visitèrent le territoire en septembre 1961. L'objet de cette visite était de leur permettre de se faire une idée personnelle et directe des problèmes du développement dans le territoire. Il s'agissait là d'un acte préliminaire à une enquête économique que mènerait éventuellement une mission de la Banque l'année suivante. Au premier abord, la Banque repoussa la suggestion qu'une telle enquête ait lieu, mais elle devait revoir sa décision à la suite des recommandations contenues dans le rapport de la Mission de visite de 1962.

En novembre 1961, un comité présentait au Ministre des territoires, et sur sa demande, des projets concernant l'instruction supérieure, et en particulier l'établissement d'un collège administratif et d'une université. La mort prématurée du Président et du Vice-Président de ce Comité, en juin 1962, empêcha l'apparition d'un rapport final, et c'est ainsi que la Commission Currie fut établie. En 1961, le Conseil législatif fut informé qu'au cours de sa première réunion de 1962, une motion en vue de la nomination d'un comité choisi qui serait chargé du développement politique serait présentée. Ce comité fut désigné et l'un de ses membres au moins a publiquement exprimé son point de vue - avant réception



du rapport de la Commission - proposant un parlement librement élu de 80 membres. Si je mentionne l'initiative de l'Autorité administrante et du Conseil législatif à cet égard, c'est pour bien montrer combien le Gouvernement australien et l'Administration du territoire sont conscients de la nécessité d'orienter le développement selon les lignes préconisées par les Nations Unies elles-mêmes. La récente Mission de visite a, sous votre remarquable direction, Monsieur le Président, mené une enquête approfondie sur la situation d'ensemble dans le territoire. Nous venons seulement de recevoir son rapport et il est actuellement étudié avec le plus grand intérêt. Je puis assurer le Conseil qu'il sera tenu comme un document d'une grande valeur. Les sections de ce rapport qui concernent le progrès politique seront sans aucun doute examinées de très près par le Comité récemment élu par la Chambre d'assemblée pour s'occuper des questions de Constitution. On peut tenir pour certain que la Chambre d'assemblée voudra jouer un rôle directeur dans tout examen du problème du développement politique.

Permettez-moi, à ce point, de citer M. Barnes, Ministre des territoires, qui, le 13 avril 1965, exposant la philosophie du Gouvernement australien à ce sujet, déclarait :

"Il n'entrait pas dans l'idée du gouvernement que le territoire doive attendre l'autonomie jusqu'à ce qu'il soit économiquement viable ou jusqu'à ce qu'il dispose de suffisamment de personnes ayant reçu une formation pour pouvoir devenir administrativement autonome."

Nul ne peut prétendre que nous n'avons pas agi dans le but d'apporter l'autonomie au territoire. Mais nous devons protéger le droit des habitants du territoire à faire leur choix. C'est pourquoi il faut s'inspirer de réalisme. Et laissez-moi vous répéter ce que disait en 1960 le Ministre des territoires :

"En matière de progrès politique, nous préférons faire un pas trop tôt plutôt que trop tard; mais nous ne voyons aucun intérêt à laisser des êtres humains cheminer dans l'ombre et sur le bord de la falaise."

M. Gunther, Représentant spécial

Nous ne devons pas imposer au Papoua et à la Nouvelle-Guinée quelque chose dont la population, s'exprimant par le truchement de ses représentants élus à la Chambre d'assemblée, ne veut pas. Je reviendrai sur ce sujet.

La Chambre d'assemblée, le rapport de la Banque et le rapport Currie ont fait faire ou feront faire au Territoire un bond formidable dans les domaines politique, économique et social. Le Territoire vit de grandes heures. Mais je ne voudrais pas manquer de signaler nombre d'autres progrès survenus l'an dernier. Je parlerai ultérieurement du plus important : l'unification de la fonction publique. Je vais en décrire maintenant quelques autres.

Onze candidats fonctionnaires, dont huit de la Nouvelle-Guinée, ont obtenu le diplôme du Collège de police et ont été nommés inspecteurs adjoints. C'étaient les premiers diplômés de ce collège. Il y a eu, pour la première fois, trois diplômés en médecine du Collège médical du Papoua, construit récemment, qui a coûté près de 500 000 livres et qui peut recevoir 289 étudiants. Le Collège administratif, fonctionnant dans des locaux provisoires, a eu sa première cérémonie de remise des diplômes. Pour la première fois, il y a eu six diplômés de l'Ecole forestière, à Bulowo. Les travaux de construction du Collège administratif, d'un coût de plus de 750 000 livres, commenceront sous peu; ce collège est destiné à fonctionner dans le cadre de l'Université. Le Collège d'agriculture de Vudal a reçu ses 19 premiers étudiants; il pourra par la suite en recevoir 90.

Au 30 juin 1964, il existait 55 conseils de gouvernement local, dans le seul territoire sous tutelle, couvrant une population de 635 530 personnes. Vers fin mars 1965, le nombre des conseils était passé à 61, couvrant une population de 707 000 personnes. On prévoit qu'à la fin de ce mois, 73 conseils dirigeront les affaires locales de 861 500 personnes. Outre l'accroissement du nombre des conseils, cinq conseils ont en fait étendu leur périmètre. On peut se faire une idée du développement des gouvernements locaux en se rappelant que M. McCarthy, qui était alors représentant spécial, avait prévu, dans sa déclaration liminaire, en 1962, qu'au Papoua et en Nouvelle-Guinée les conseils de gouvernement local couvriraient, en 1967, un million de personnes. Ce chiffre est déjà dépassé; la Nouvelle-Guinée à elle seule approche de ce chiffre.

Au cours du deuxième semestre de 1964, il y a eu accroissement, en volume et en valeur, de toutes les exportations principales, par rapport à la période correspondante de l'année précédente; mais les prix du cacao connaissent une baisse sérieuse, tandis que le cours FMS du coprah est soutenu. La culture du thé et du pyrèthre s'exerce principalement dans les hautes terres. Cette production semble avoir un avenir assuré. Au 30 juin 1964, on comptait 59 troupeaux de bétail, tenus par des gens de Nouvelle-Guinée, rien que dans les hautes terres. Au 31 mars 1965, ce nombre était passé à 68. On s'attend à un nouvel accroissement sensible du cheptel possédé par des gens de Nouvelle-Guinée. Une centaine d'élèves suivent un cours d'élevage du bétail à l'Ecole de Baiyer River. Il y a huit centres de formation agricole. En 1963-1964, 65 000 acres d'excellentes terres, dans la région du Cap Hoskins (Nouvelle-Bretagne), ont été achetés pour y établir des autochtones. Environ 400 parcelles ont été subdivisées et mises à la disposition des planteurs de cacao. Ce travail se poursuit. En 1964, les premières mesures ont été prises pour établir une industrie du thé, sur les hautes terres de Nouvelle-Guinée; six installations de traitement et 38 parcelles ont jusque là été mises à la disposition de fermiers autochtones. On compte qu'à la fin de 1965, 300 concessions seront mises à la disposition des autochtones. Jusqu'ici, 640 parcelles pouvant convenir à de petites exploitations ont été mises à la disposition des autochtones. Ce chiffre sera porté aux environs de 900 à la fin de 1965.

Les gens du Chimbu ont créé une coopérative et acquis, pour 35 000 livres, à Kindiawa, une usine de traitement du café, qu'ils font fonctionner avec de bons résultats, avec une production annuelle évaluée à 500 000 livres. La coopérative compte 7 000 membres, qui se proposent de porter le capital à 100 000 livres afin d'étendre les installations. Les usines, possédées par le conseil local, de fermentation du cacao, dans la péninsule de La Gazelle, continuent de rembourser ponctuellement le prêt bancaire consenti. Un herbarium moderne a été aménagé et est maintenant occupé à Lae. Ce sera un institut scientifique d'une certaine classe.

Un texte législatif tendant à accorder des exemptions ou réductions fiscales à des industries nouvelles a été adopté par la Chambre d'assemblée. Des droits de douane ont été fixés pour protéger de nouvelles industries locales contre certains produits importés, qu'il s'agisse de cigarettes, de clouterie, de fils de fer barbelés et de tonneaux métalliques.

La route qui mène de Lae aux hautes terres est maintenant une route praticable par n'importe quel temps, empruntant le sommet du col. Le tronçon suivant, devant mener à Kainantu, est en cours de construction. Un contrat sera accordé dans un mois pour la section Kainantu-Goroka, d'un coût de plus de 3 millions de livres. Les crédits affectés aux routes et aux ponts, en Nouvelle-Guinée, pour l'exercice 1964-1965, seront le double de ceux de 1963-1964. La force de police - Royal Papuan et New Guinean Constabulary - se trouve maintenant placée en dehors du cadre de la fonction publique du territoire. En 1964-1965, les officiers et les agents de cette force de police se sont groupés en syndicat, conformément à la loi sur les organisations industrielles. Au 30 juin 1964, on comptait huit organisations industrielles, en Nouvelle-Guinée, (six associations de travailleurs; l'association de la fonction publique et la Fédération des employeurs), englobant un total de 6 519 personnes. A ce jour, on compte onze organisations industrielles englobant 10 753 personnes. Il y a deux nouvelles associations de travailleurs. Ces associations ont eu des pourparlers en vue de former une fédération. Quatorze gains syndicaux ont été dûment enregistrés, dont un, noté dans notre rapport supplémentaire, accorde aux travailleurs du bois, dans la zone de Bulolo, deux semaines de congé annuel. A la suite de doléances formulées par l'Association des travailleurs de la Nouvelle-Irlande, une commission a été chargée de procéder à une enquête sur les salaires ruraux; La Commission se compose de trois employeurs ruraux, de trois représentants d'employés ruraux et d'un fonctionnaire faisant fonction de président. La Commission recueille des témoignages. Son rapport sera publié vers septembre 1965. L'Association de la fonction publique a soumis au juge-arbitre un mémoire demandant un relèvement des salaires de base de la fonction publique.

D'une grande importance, dans le domaine de la santé publique, a été le progrès de la lutte contre la malaria. Plus de 500 000 personnes se trouvent maintenant protégées en Nouvelle-Guinée. Dans plusieurs zones du district de Sepik, l'incidence de la malaria a été ramenée de 33 à 1 p. 100. D'actives recherches médicales sont en cours, portant sur la pathologie et les causes de la dilatation du foie et de la bile, sur le foie et la nutrition, les maladies tropicales du sang, le goître, le Kuru et la nutrition. On attend beaucoup de l'introduction de la méthode Pirie pour extraire des protéines de plantes non

comestibles. Les Départements de l'agriculture et de la santé coopèrent à cette fin. Une équipe d'enquêteurs sanitaires étudie les maladies et le comportement physiologique dans divers districts.

Dans le domaine de l'enseignement, on relève un accroissement de 50 p. 100 des inscriptions d'autochtones aux écoles primaires de l'administration. Le nombre des inscriptions a atteint 38 331, alors qu'il n'était que de 25 858 au 30 juin 1963. On note une augmentation similaire pour les écoles chrétiennes des missions.



M. Gunther, Représentant spécial

En ce qui concerne l'éducation secondaire le nombre de Guinéens inscrits dans les écoles de l'administration s'est accru de 21,7 p. 100 et atteint maintenant 2 009. De plus il y a 40 boursiers dans les écoles secondaires d'Australie. Les missions accusent une augmentation semblable. Dans l'enseignement technique, le nombre d'élèves inscrits a plus que doublé, passant de 687 à 1 558. En 1963-64, les subventions aux missions chrétiennes pour leur oeuvre d'enseignement se sont montées à 355 000 livres et ce chiffre atteindra approximativement 445 000 livres en 1964-65, soit une augmentation de 25 p. 100. Les dons accordés annuellement à certaines catégories d'enseignants ont passé de 200 à 250 livres, de 280 à 350 livres et de 500 à 600 livres. Une école normale supérieure qui coûtera plus de 750 000 livres est en construction à Goroka. Il y a 132 classes pour l'enseignement des adultes en Nouvelle-Guinée et 3 300 personnes sont inscrites. En juin 1964 il existaient 200 clubs de femmes; il y en a maintenant 245. La YWCA a reçu un prêt à faible intérêt de 55 000 livres afin de créer un centre de formation pour le travail auprès des jeunes. Ce centre est en construction à Port Moresby. Le nombre de fonctionnaires locaux et d'employés de l'administration inscrits à des cours par correspondance ou à des cours spéciaux a passé de 1 771 à 2 154 au cours de l'année 1964-65.

Je voudrais maintenant, si vous me le permettez, citer quelques unes des réalisations dans les districts de la Nouvelle-Guinée. Dans le district de la Nouvelle-Bretagne, il y a eu fusion des conseils de la Péninsule de la Gazelle; le collège agricole de Vudal a reçu ses premiers étudiants; un centre de santé rurale a été créé à Gasmata. Dans le district de la Nouvelle-Irlande, 95 p. 100 des enfants d'âge scolaire fréquentent les écoles primaires. Dans le district de Manus, 2 500 acres de terrain forestier ont été repris par le conseil de gouvernement local; de l'équipement pour les scieries a été commandé. Une enquête forestière a permis de constater qu'il y avait 4 millions de pieds de bois de bonne qualité. Dans le district de Bougainville, le travail entrepris contre la malaria, pour les soins aux enfants et dans le domaine médical a fait que la population a augmenté de 3,5 p. 100; 250 000 cocotiers et 420 000 cacaoyers ont été plantés cette année; on estime qu'il y a maintenant 1 900 000 cocotiers et 1 600 000 cacaoyers dans le district. Six conseils fonctionnent dans ce district, représentant 60 p. 100 de la population. On est en train d'en prévoir un septième. Dans le

district de Sepik 40 p. 100 de la route Wewak-Maprik, qui sera ouverte par tous les temps, ont été terminés; les régions occidentales du district ont des conseils de gouvernement locaux; en fait il existe 14 conseils dans le district, représentant 136 922 personnes. Dans le district de Madang, il y a eu un accroissement très sensible des inscriptions dans les écoles primaires et secondaires et les classes pour adultes ont doublé. Dans le district de Morobe, des additions ont été faites à la jetée de Lae; à Lae également, un grand hôpital a été ouvert. La plantation de thé de Garaina fournit toutes les graines nécessaires au vaste programme de plantation dans les hautes terres de l'ouest. Dans les hautes terres de l'est, comme il a été précédemment indiqué, la coopérative de Kundiawa qui transforme et vend le café, a été un succès très net; la grande route allant de Lae, sur la côte, à Goroka est plus qu'à moitié finie. Dans les hautes terres occidentales, la culture du pyrèthre a été introduite avec succès ainsi que les plantations de thé, avec une participation très forte des autochtones. Un grand aéroport commercial a été construit près du Mont Hagen; un groupe de spécialistes s'efforce maintenant de déterminer le meilleur tracé pour une route allant de Madang au Mont Hagen.

Un grand pas en avant a été fait en 1964-1965; il s'agit de l'unification et du caractère local donné à la fonction publique. La fonction publique jusqu'en 1964-1965 se composait de quatre divisions, la première division, la deuxième division, la troisième division et la division auxiliaire. Cette dernière était une division de formation pour les Papuans et les Néo-Guinéens. Le 30 juin 1963, il y avait 6 010 fonctionnaires. Le 30 juin 1964, ils étaient 6 655, dont 2 631 étaient des fonctionnaires d'outre-mer permanents et 1 222 des fonctionnaires locaux permanents; il y avait aussi 1 870 fonctionnaires temporaires d'outre-mer et 182 fonctionnaires locaux temporaires. Le 31 mars 1965, il y avait 7 669 fonctionnaires. Le nombre des fonctionnaires locaux temporaires avait passé de 182 à 1 025. On s'attend qu'à la fin de 1965, la plupart des 7 496 fonctionnaires de l'administration qui sont qualifiés et acceptables sur le plan médical auront reçu des contrats permanents dans la fonction publique. Les avantages qu'il en retireront seront la sécurité d'emploi, des possibilités d'avancement, des congés annuels, des congés de maladie, des congés pour de longs services et des retraites. Les fonctionnaires locaux recevront la priorité pour les nominations s'ils ont la



compétence nécessaire. On ne donne plus de postes permanents à de nouveaux fonctionnaires d'outre-mer. Ils sont nommés sur une base temporaire ou par contrat. Il est intéressant de noter ici qu'en raison des très bons résultats obtenus par les programmes de formation, le département de la santé publique n'a pas demandé de postes supplémentaires pour des fonctionnaires d'outre-mer cette année et n'en demandera pas pour l'an prochain. Toutefois, certaines dépenses supplémentaires sont occasionnées par la présence de certaines personnes d'outre-mer. Les fonctionnaires d'outre-mer reçoivent un traitement qui fait d'eux les égaux de leurs homologues australiens. De plus, ils reçoivent des allocations et des avantages secondaires, comme par exemple une indemnité de logement, afin de les inciter à quitter l'Australie où existe le plein emploi. Avec le caractère local que prend la fonction publique, un barème de salaire pour les fonctionnaires locaux a été maintenant introduit, qui tient compte d'un certain nombre de facteurs dont le principal est que la Nouvelle-Guinée est en concurrence sur le marché mondial avec les produits tropicaux déjà assez abondants pour saturer le marché mondial. La Nouvelle-Guinée doit pouvoir soutenir la concurrence et les conditions applicables aux travailleurs agricoles ne doivent pas être nettement moins favorables que celles applicables aux autres personnes recevant une rémunération de base. Le salaire d'un travailleur de base dans la fonction publique a donc été fixé de façon à lui permettre de vivre dans un confort modeste.

M. Gunther, Représentant spécial

Il y a déjà un certain nombre de fonctionnaires employés dans les deuxième et troisième divisions de l'ancienne fonction publique, qui reçoivent des salaires du type australien. Les salaires de ces fonctionnaires ne seront pas réduits et ceux-ci continueront à recevoir les mêmes sommes. De même, les salaires des ouvriers de la division auxiliaire ne seront pas inférieurs à ceux qu'ils reçoivent aujourd'hui; les étudiants qui poursuivaient leur formation au moment de l'unification de la fonction publique recevront dans certains cas un traitement total fondé sur le barème australien, qui sera le même que celui qu'ils escomptaient lorsqu'ils ont commencé leurs études, tandis que d'autres qui sont entrés dans la fonction publique après qu'il ait été question de l'unifier et de lui donner un caractère local, recevront des prestations spéciales en plus du nouveau salaire. De la même manière, presque tous les fonctionnaires bénéficieront de conditions de traitement qui ne seront pas moins intéressantes que celles dont ils jouissent actuellement; en fait nombreux seront ceux qui recevront un traitement plus élevé et qui bénéficieront d'une plus grande sécurité. Il est prévu que les nouveaux salaires représenteront une dépense supplémentaire d'un million de livres, qui sera dépassée par quelque 300 000 livres représentées par des biens de consommation qui ne seront pas distribués.

Le gouvernement songe à commencer de mettre en pratique les avis contenus dans le rapport de la banque. Par exemple, il y est prévu que des demandes pourront être présentées pour l'accès à un poste de conseiller économique. Ce sera là l'un des quatre postes les plus importants de la fonction publique du Territoire. Le rapport de la banque suggère le développement de l'enseignement secondaire et technique, le développement de l'enseignement chez les adultes et l'encouragement à cet enseignement. Ce rapport prévoit en outre l'amélioration du corps enseignant et de la recherche dans les méthodes d'éducation. Il prévoit le développement des départements économiques et la restriction des départements non productifs au cours des cinq prochaines années. Le rapport propose une augmentation de capital pour renforcer l'infrastructure du Territoire. Il appuie fermement les propositions tendant à la concentration du développement de l'agriculture et dans le domaine forestier et de l'élevage; des objectifs importants ont été fixés à ce sujet.

M. Gunther, Représentant spécial

La Commission Currie a souligné la nécessité de développer un programme équilibré d'enseignement. A cette fin, elle s'est rendu compte qu'il fallait prévoir la formation de cadres pour les écoles secondaires. Il y a un grand nombre d'instituteurs d'écoles primaires qui ont déjà fait au moins trois ans d'études secondaires, deux années d'école normale et qui ont enseigné aussi pendant deux ans. La Commission estime que la plupart de ces maîtres pourraient entrer à l'université pour y suivre des cours. Qui plus est, il existe un certain nombre de jeunes Australiens disponibles et si certains d'entre eux pouvaient recevoir des bourses l'université pourrait commencer avec un nombre suffisant d'étudiants. La Commission a constaté qu'il était nécessaire qu'un ensemble de cours Arts-Science suive immédiatement l'établissement de la faculté d'enseignement. Il a été décidé maintenant que les facultés d'enseignement et d'arts commenceraient en 1967, sous réserve naturellement de toute décision future du conseil de l'université.

Comme dans ces domaines, la Commission a constaté qu'il était nécessaire d'établir des plans pour ce qui concerne l'agriculture, la médecine et le droit. La Commission de l'enseignement supérieur a souligné la nécessité du développement de la faculté de droit le plus tôt possible, bien entendu lorsqu'on le jugera opportun. La Commission estime qu'aucun organe législatif ou exécutif ne saurait être complet en l'absence de juristes autochtones.

Le capital et les frais d'exploitation pour l'université et pour l'institut d'enseignement technique supérieur en 1969 seront de l'ordre de 6 333 000 livres. L'exécution des recommandations du rapport de la banque mondiale et de la Commission Currie représente une lourde charge et un fardeau financier toujours croissant pour l'Australie.

Je passe maintenant à la situation politique. La population du Territoire est réaliste, elle veut que les bases de son économie et de son programme d'enseignement soient établies de manière solide et saine avant d'aller plus loin dans l'autonomie politique. A ce propos, mes collègues ici présents, M. Guise et M. Toliman, qui sont respectivement le chef et le chef adjoint des membres élus de la Chambre d'assemblée, ont proposé la motion suivante :

M. Gunther, Représentant spécial

"Nous, représentants élus du peuple du Papua et de Nouvelle-Guinée, souhaitons transmettre au Parlement du Commonwealth australien, au Conseil de tutelle et à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le voeu formel de la population pour qu'elle seule soit autorisée à décider du moment où l'autonomie pourra être accordée au Papua et à la Nouvelle-Guinée, et de la forme que prendra ce gouvernement; ce peuple exprime la ferme conviction que la meilleure façon de parcourir la route de l'autonomie est de se donner un seul guide, l'Autorité administrante, et il croit qu'une pression injustifiée venue du dehors ne pourrait que semer la destruction, créer le chaos et l'effusion de sang comme la population a pu le constater avec la plus grande inquiétude dans certains pays nouvellement indépendants."

M. Toliman avait été prié par le Conseil du gouvernement local de la péninsule Gazelle de présenter cette motion, qui avait reçu l'appui du Territoire tout entier et qui avait été approuvée à l'unanimité par la Chambre d'assemblée. Au cours de la réunion de la Chambre en mai 1965, on a constaté la nécessité de faire preuve de retenue et de réalisme et la Chambre nous a demandé - à nous trois qui sommes ici aujourd'hui - de faire nettement sentir au Conseil de tutelle les voeux de la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée à ce sujet et en insistant beaucoup.

Nous pourrions maintenant examiner l'évolution qui s'est produite à la Chambre d'assemblée en tant qu'institution politique représentative et consciente de ses responsabilités. La Chambre s'est réunie pour la première fois le 8 juin 1964. On a compté depuis lors quatre séances : en septembre 1964, en janvier, février et mai 1965; elle se réunira de nouveau en août prochain. La Chambre se compose de dix membres fonctionnaires, dix personnes non autochtones élues par la population sur une liste commune dans des circonscriptions spéciales, et de 44 personnes élues par ces mêmes électeurs sur une liste commune pour 44 circonscriptions ouvertes : 38 Papuans et Néo-Guinéens, quatre Australiens, un Anglais et un Néo-Zélandais ont été élus pour les 44 sièges ouverts; ainsi dans une Chambre de 64 membres, il y a 38 Papuans et Néo-Guinéens. En septembre de l'an dernier, les membres élus ont nommé leur chef et son adjoint, MM. Guise et Toliman et ont nommé deux parlementaires "Whips", un Néo-Guinéen et un Australien. Plus de 70 projets de loi ont été

M. Gunther, Représentant spécial

présentés à la Chambre. Deux projets de loi présentés par des membres à titre privé ont été adoptés par la Chambre et deux autres ont été rejetés. Quatre autres projets ont été soumis et seront examinés au cours de la prochaine réunion. L'un des projets soumis à titre privé vise à limiter le contrôle de pratiques syndicales dites du "closed-shop"; un autre projet concerne la législation en matière de licence pour les débits de boissons. On peut prévoir que la Chambre aura à discuter un nombre de projets de plus en plus grand présentés par les membres individuellement.

Les débats de la Chambre d'assemblée sont régis et contrôlés par le règlement permanent de la Chambre. Au cours de sa première séance la Chambre a adopté ce règlement (Standing Orders) comme cela s'est fait précédemment à la Chambre des Communes britannique. La Chambre a également nommé un comité permanent de ce règlement; celui-ci, avec la majorité des membres élus, comme tous les comités qu'ils soient permanents ou spéciaux, a recommandé certains amendements destinés à simplifier et à clarifier les procédures et pour mieux les adapter aux conditions actuelles de la Chambre d'assemblée. Ces amendements ont été adoptés.

M. Gunther, Représentant spécial

Le Châmbre agit à sa guise, excepté dans un cas : elle ne peut augmenter les dépenses ou introduire de projets de loi d'ordre financier qui auraient pour effet d'abaisser ou de relever le revenu provenant des impôts sans avoir auparavant reçu un message de l'administrateur. La Châmbre peut débattre de toute question; elle peut adopter des résolutions, créer des comités sans restriction; elle peut débattre de problèmes d'importance publique et chacun de ses membres peut, en respectant les conditions déjà mentionnées, présenter des projets de loi. La seule manière dont l'administration puisse promulguer une loi dans le territoire est de la faire adopter par la Châmbre.

Le Conseil de l'administrateur qui, comme son nom l'indique, donne des avis à ce dernier, compte dix membres de la Châmbre d'assemblée. Trois seulement sont des membres fonctionnaires, cinq appartiennent au Papua et à la Nouvelle-Guinée. Les estimations financières pour l'année 1965-1966 ont été discutées au sein du Conseil de l'administration et le programme de travaux publics a été précédemment approuvé par les sous-secrétaires. Les membres autochtones du Conseil de l'administrateur sont tous sous-secrétaires, à l'exception de M. Guise. Ceci montre que les membres représentatifs élus de la Châmbre d'assemblée prennent part aux discussions de caractère politique et aux décisions à l'échelon le plus élevé et ces consultations iront se développant. Il convient de noter que deux comités permanents de la Châmbre d'assemblée accordent un contrôle considérable aux membres élus dans ces comités, puisque le comité permanent des travaux publics doit approuver tous les projets s'élevant à plus de 100 000 livres et que le comité permanent des comptes publics créé depuis le passage de la Mission de visite peut examiner les recettes et dépenses de tous les services. Les rapports de ces comités sont soumis à l'approbation de la Châmbre.

L'intention de l'administration, lors de la nomination des sous-secrétaires, était qu'au commencement, des membres élus autochtones, complètement dépourvus d'expérience exécutive, occuperaient des postes de formation. Il s'agissait, pendant la première étape de leur formation, de leur montrer la structure de la fonction publique, la manière dont elle fonctionnait et la façon dont s'élaborait la politique générale.



Il était également prévu que ces membres élus aideraient les membres fonctionnaires de la Chambre d'assemblée à s'acquitter de leurs fonctions de type ministériel. La mesure dans laquelle ils pourraient être utiles à cet égard dépendrait bien entendu de leur connaissance de la politique et du fonctionnement du service auquel ils se trouveraient attachés. Il y a 15 services, sans compter le département du commissaire à la fonction publique, mais en y comprenant la police, et sur les dix membres fonctionnaires, deux sont administrateurs-adjoints, de sorte que sept départements doivent être répartis entre les dix membres fonctionnaires eu égard à leur représentation à la Chambre. Il a été décidé que des sous-secrétaires seraient nommés pour représenter ces départements de l'administration qui n'auraient pas une représentation directe. C'est ainsi par exemple que le directeur des postes et télégraphes représente le directeur des travaux publics à la Chambre d'assemblée et, de ce fait, un sous-secrétaire a été nommé auprès du directeur des travaux publics afin qu'il assiste le directeur des postes et télégraphes dans les questions relatives aux travaux publics. Des chefs de départements ou de services auxquels ont été adjoints des sous-secrétaires ont été tenus de faire tout ce qu'ils pouvaient pour leur enseigner l'organisation et le fonctionnement de leurs services respectifs et solliciter leur avis lors de l'élaboration des principes. Le sous-secrétaire a été tenu d'expliquer, non seulement à ses électeurs, mais aux membres d'autres circonscriptions, le fonctionnement des services dans lesquels ils travaillaient. Pendant ces toutes premières étapes de la vie de la Chambre d'assemblée, on avait pensé que les sous-secrétaires seraient considérés comme les serviteurs de l'administration et il se pourrait qu'ils rencontrent une opposition au sein même de leurs circonscriptions. On leur a donc vivement conseillé non seulement de ménager leurs propres électeurs, mais encore d'accorder à ces derniers tout le temps nécessaire pour garder la confiance du peuple. Il a également été décidé qu'ils ne seraient pas tenus de voter avec les membres fonctionnaires, mais qu'on leur demanderait, s'ils étaient d'accord sur une certaine politique, de soutenir celle-ci et, au cas où ils changeraient d'avis au cours d'un débat, d'en aviser un membre fonctionnaire en en donnant les raisons. Les personnes choisies étaient de celles qui, croyait-on, comprendraient qu'elles étaient là pour



apprendre et évolueraient suffisamment en quatre ans pour pouvoir représenter pleinement un département à la Chambre d'assemblée, ce qui permettrait de mettre fin à la représentation par des membres fonctionnaires. Certains sous-secrétaires ont éprouvé quelques difficultés à apprendre parce que leur connaissance de l'anglais était insuffisante et que, d'autre part, ils lisaient avec quelque lenteur. Mais nous commençons à faire face à tous ces problèmes et, en fait, les sous-secrétaires qui le désirent peuvent suivre un cours d'anglais au "laboratoire" de linguistique de Port Moresby. On espère d'ailleurs faire bénéficier de ce moyen d'enseignement d'autres fonctionnaires qui souhaiteraient apprendre l'anglais parlé.

La Chambre d'assemblée, à sa dernière réunion, a établi un comité spécial de 10 membres pour entendre des déclarations sur la nécessité de développer les principes qui seront à la base de la Constitution pour le Papua et la Nouvelle-Guinée. Ce comité spécial est tenu de faire un rapport à la Chambre d'assemblée lors de l'avant-dernière réunion qui aura sans doute lieu vers la fin de 1967, ou un peu avant. Le Comité spécial semblerait être le net prolongement du programme d'évolution constitutionnelle du territoire. L'autorité administrante a jugé que la création de ce comité était opportune. Le comité devra bien entendu se rappeler qu'il doit veiller à ce que l'évolution sociale et économique aille de pair, dans toute la mesure du possible, avec le développement politique. J'ajouterai que M. Guise a été élu à l'unanimité président du Comité spécial; j'ai eu l'honneur d'être élu son adjoint.

En achevant cette déclaration, je voudrais préciser très clairement certains points. Les années 1963-1964 et 1964-1965 ont été des années de décisions importantes et de grandes réalisations. Il y a tout lieu de croire qu'en 1965-1966 on s'efforcera intensément de faire avancer plus encore l'économie et la société du territoire. L'Australie, en augmentant son aide financière directe au Papua et à la Nouvelle-Guinée et en la portant à 28 millions de livres en 1964-1965 a donné une fois de plus la preuve de son sens élevé des responsabilités. L'Australie a de plus manifesté par des moyens divers son intention de laisser la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée décider de son avenir politique. L'Australie a établi des institutions politiques représentant la population et susceptibles d'exprimer fort bien ses vœux. La Chambre d'assemblée a créé un comité spécial pour la Constitution qui, à mon sens, doit être l'instrument approprié pour assurer la prochaine étape vers l'autonomie.

## POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE  
T/1633. 1638; T/L.1089; T/PET.10/L.8 et T/PET.10/L.9 et Corr.1) (suite)

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais présenter au Conseil un autre Micronésien, de Truk, étudiant à l'Université d'Hawaï, M. Tatasy Wainit, qui voyage actuellement aux Etats-Unis.

Le PRESIDENT : Au nom du Conseil, je déclare que nous sommes heureux d'accueillir ici un nouveau représentant de la Micronésie.

M. GASCHIGNARD (France) : L'an dernier, dès l'introduction de son intervention, le représentant de la France à ce Conseil avait noté, en s'en félicitant, qu'on avait remarqué en 1963 un changement dans le rythme de l'évolution du territoire des Iles du Pacifique sous administration américaine, changement qui contrastait heureusement avec une certaine lenteur observée dans le passé. La délégation française estime que ce changement de rythme s'est confirmé en 1964-1965, et elle est heureuse, cette année encore, d'en exprimer sa satisfaction à la Puissance administrante.

Bein entendu, le progrès le plus important nous paraît avoir été la création du Congrès de la Micronésie, puisqu'à un Conseil purement consultatif succède un organe élu au suffrage universel des adultes et doté de pouvoirs législatifs.

Certes, les pouvoirs du Congrès ne sont pas aussi étendus qu'on aurait pu l'espérer, et que la Mission de visite qui s'est rendue l'an dernier dans le territoire l'avait d'ailleurs souhaité : les lois qu'il pourra voter non seulement ne devront pas être contraires à celles des Etats-Unis qui s'appliquent au territoire, ainsi qu'aux décrets du Président et du Ministre de l'intérieur des Etats-Unis, mais encore au code du territoire, alors que, de l'avis de la Mission de visite, le pouvoir législatif devrait comprendre celui de modifier ce code, sauf en ce qui concerne les dispositions ayant trait aux droits de l'homme ou à un traité international.

En matière financière, le Congrès pourra bien voter l'impôt, mais, s'agissant du budget, dont, il est vrai, l'essentiel des ressources provient de l'administration américaine, il ne dispose que d'un pouvoir consultatif, ce qui l'empêche de jouer un rôle véritable dans ce domaine pourtant capital.

M. Gaschignard (France)

Nous notons encore que l'Administration garde un rôle très important même dans le domaine législatif, notamment par la possibilité d'user du veto, et du fait que le Haut Commissaire, qui n'est pas élu, dispose du pouvoir de légiférer en cas d'urgence.

Enfin, les fonctionnaires de rang élevé pourront, pendant quatre ans, faire partie du Congrès, à condition d'y être élus régulièrement et, si nous comprenons bien, les fonctionnaires de rang moins élevé auront toujours cette possibilité. Or, il n'est pas douteux que la faculté de critiquer l'Administration est limitée pour un fonctionnaire qui en dépend, puisqu'il n'est pas prévu que, pour siéger, un fonctionnaire doive d'abord démissionner. Nous savons bien que cette mesure s'explique par le nombre relativement peu élevé de personnes qualifiées, et nous sommes heureux de savoir qu'elle est limitée dans le temps, au moins en ce qui concerne les hauts fonctionnaires. Peut-être cependant ces inconvénients auraient-ils pu être réduits si, comme l'avait souhaité la Mission de visite, la législature n'avait comporté qu'une chambre, dont les effectifs auraient pu être moins nombreux que ceux des deux chambres actuelles. Il semble enfin que le Congrès devra être appelé à se réunir plus souvent.

Quoi qu'il en soit de ces critiques et de ces réserves, la délégation française tient à répéter qu'elle considère la création du Congrès de la Micronésie comme un progrès important, qui permettra aux populations de participer plus étroitement à la gestion de leurs propres affaires et devrait, en même temps, aider à développer, par la participation de tous les éléments de la population à une oeuvre commune, le sentiment d'appartenir à une même communauté, la communauté micronésienne, cette "nécessaire unité", comme le disait fort justement le représentant de l'Australie le 3 juin dernier. La délégation française a d'ailleurs pris note avec satisfaction de la déclaration du représentant des Etats-Unis le 2 juin, déclaration selon laquelle il est certain qu'avec les années le Parlement recevra toujours davantage de pouvoirs.

Nous faisons confiance à la Puissance administrante pour qu'elle ne s'arrête pas en si bon chemin et que, soucieuse de ne pas se laisser devancer par les événements, elle prenne toutes les mesures nécessaires pour accroître encore, dès que l'évolution du territoire le permettra, la participation de la population à la gestion de ses propres affaires, et l'amener, finalement, à exercer son droit à l'autodétermination.

M. Gaschignard (France)

Dans le domaine de l'administration, nous avons pris note avec satisfaction des nominations de nouveaux fonctionnaires Micronésiens, notamment de celles de M. Bailey Olter que nous sommes heureux de voir ici, et du nouvel Attorney General adjoint. Nous souhaitons que cet effort soit poursuivi et amplifié dans toute la mesure du possible. Nous sommes également heureux que le régime des congés ait été amélioré pour les fonctionnaires.

Sur le plan économique et social, la délégation française a noté avec satisfaction que l'effort entrepris en 1962, lorsque les crédits budgétaires ont été doublés, a été poursuivi.

La décision de préparer un plan de développement économique est à porter au crédit de la Puissance administrante, encore que cette décision ait été prise sous une forme différente de celle qui avait été préconisée par la Mission de visite, et que, contrairement aux recommandations de cette dernière, elle ne prévoit pas, si j'ai bien compris, de participation des populations micronésiennes à cette entreprise.

La délégation française apprécie à leur juste valeur les efforts faits pour diversifier la production du territoire et, en particulier, développer l'industrie de la pêche. Elle souhaite que les Micronésiens soient largement encouragés à y participer, en particulier au moyen des coopératives.

Les progrès accomplis dans le domaine des transports maritimes et aériens sont également très satisfaisants, notamment l'ouverture d'un nouvel aéroport et la mise en service de plusieurs nouveaux cargos; non seulement, en effet, ces améliorations facilitent le développement économique, mais encore, en rapprochant des populations si dispersées, elles les aident à acquérir l'indispensable sentiment d'appartenance à une même communauté. Nous avons noté de même les progrès accomplis en matière de construction de routes, et nous souhaitons que cet effort soit poursuivi, compte tenu des besoins signalés dans le rapport de la Mission de visite.

Dans le domaine social, nous avons pris note avec satisfaction de l'effort accompli en matière scolaire et du fait que les crédits consacrés au service de santé sont restés à un niveau élevé.

Enfin, même si on la considère comme quelque peu tardive, on ne peut que se féliciter de la décision prise par le Congrès des Etats-Unis d'accorder aux habitants de Rongelap une indemnité d'un montant de 950 000 dollars.

M. Gaschignard (France)

La délégation française, qui n'a pas participé à la Mission de visite en 1964, n'a pas la prétention de faire un tour d'horizon complet de la situation dans les îles sous tutelle des Etats-Unis. Ce tour d'horizon a été accompli l'an dernier par la Mission de visite et il nous apparaît que ses conclusions, compte tenu des événements de l'année écoulée, restent valables. Aussi, et comme elle l'avait fait l'an dernier, la délégation française ne peut-elle qu'inviter la Puissance administrante à s'inspirer largement de cette excellente étude.

Au demeurant, nous savons qu'il n'y a pas divergence entre les buts fixés par la Mission de visite et ceux du Gouvernement des Etats-Unis, puisque nous avons entendu avec plaisir le représentant de ce pays réaffirmer la volonté de son gouvernement, d'une part, de permettre aux populations d'exprimer, lorsqu'elles se sentiront prêtes à le faire, leurs vœux quant à leur avenir et, d'autre part, de mettre en oeuvre l'Accord de tutelle et la Charte des Nations Unies, notamment son Article 76 qui invite, a-t-il précisé, la puissance administrante à mener progressivement les peuples vers l'autonomie ou l'indépendance conformément aux vœux exprimés par eux.

Reste à savoir quand ce moment du choix sera venu. M. Bailey Olter nous a indiqué, il y a quelques jours, qu'à son sens le fruit n'était pas encore mûr, autrement dit que les populations n'étaient pas encore préparées à ce choix. Nous savons, effectivement, que certains délais, certaines étapes, sont nécessaires compte tenu du degré d'évolution de la majorité de la population et de sa répartition sur des distances immenses.

Cependant, les choses vont vite aujourd'hui dans le monde et il y a donc lieu de se préparer, d'ores et déjà, au moment où le choix deviendra possible. A cet égard, la délégation française partage le sentiment exprimé par le représentant de la Nouvelle-Zélande au cours de son intervention du 4 juin. Elle estime comme lui qu'il convient de prendre le risque de placer, d'ores et déjà, à des postes élevés des autochtones dont la formation, au moins en apparence, n'est pas tout à fait suffisante. Pour occuper de tels postes, les qualités innées telles que le sens des responsabilités, l'aptitude à administrer et un jugement sain, sont plus importantes que la connaissance des procédures bureaucratiques. La Puissance administrante a déjà beaucoup fait pour le développement du Territoire et nous sommes heureux de l'en féliciter. Elle doit continuer à développer l'éducation et la conscience politiques des habitants du Territoire afin qu'il sachent exactement



M. Gaschignard (France)

quel est l'enjeu de leur option future. Compte tenu des résultats acquis et des déclarations du représentant des Etats-Unis, nous ne doutons pas, comme l'a dit l'an dernier mon prédécesseur, que la puissance administrante ait à coeur de redoubler d'efforts pour faire accéder progressivement, mais sans retard, les populations dont elle a la charge à la capacité de s'administrer elles-mêmes et à l'autodétermination. Il appartient au Congrès de la Micronésie, qui maintenant existe, de jouer, dans cette évolution, le rôle qui peut et doit être le sien.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Lors de l'ouverture de la trente-deuxième session du Conseil de tutelle, le 28 mai, ma délégation a fait une déclaration dans laquelle elle soulignait que ni la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ni les décisions de l'Assemblée générale et du Comité spécial sur la mise en vigueur de ladite Déclaration n'avaient encore conduit à la disparition du joug colonial qui pèse sur les territoires sous tutelle, y compris le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. La population de la Micronésie continue de subir l'étreinte de l'asservissement colonial. Les habitants des Iles du Pacifique sont encore l'objet, comme auparavant, de l'exploitation coloniale et leur développement politique, économique, social et culturel, est ralenti de façon artificielle.

Nous avons déjà dit que la raison de cette situation devait être recherchée tout d'abord dans le fait que le régime même de la tutelle, comme on l'appelle, du fait qu'il est utilisé à des fins impérialistes par le Gouvernement des Etats-Unis, sert maintenant à des objectifs directement opposés aux principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies. A ce propos, je voudrais rappeler que, selon le Chapitre XII de la Charte des Nations Unies, les objectifs fondamentaux du régime de tutelle doivent être conformes aux principes et aux objectifs de l'Organisation elle-même, tels qu'ils sont exposés à l'Article 1 de la Charte. Il s'agit tout d'abord d'affermir la paix et la sécurité internationales et de tendre à la réalisation, notamment en ce qui concerne la population de la Micronésie, du droit à la libre détermination et à l'indépendance nationale. Ces obligations, on le sait, portent la signature des Etats-Unis.



En réalité, au lieu d'octroyer l'indépendance politique à la population de la Micronésie, les Etats-Unis, s'inspirant d'intérêts étroits et impérialistes, continuent, en fait, d'annexer ces Iles du Pacifique.

Le rapport des Etats-Unis d'Amérique, présenté au Conseil de tutelle, sur l'administration de ce territoire des Iles du Pacifique pour l'exercice 1963-1964, les déclarations des représentants des Etats-Unis et leurs réponses aux questions qui leur ont été posées, montrent que ce pays, de toute évidence, répugne à se placer à la hauteur des exigences de notre époque, cette époque qui marque la fin dernière du régime colonial. Ce rapport, ces déclarations, montrent que les Etats-Unis ont l'intention de continuer à appliquer, dans les Iles du Pacifique, une politique inspirée, non par les intérêts de la population micronésienne, mais par les intérêts égoïstes des Etats-Unis, dans l'ordre politique, l'ordre économique et l'ordre militaire.

Tout ceci se passe à la veille du vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et alors que plus de dix-huit ans se sont écoulés depuis le moment où les Etats-Unis ont accepté l'obligation de mettre en oeuvre les principes de la Charte, auxquels je me suis référé, à l'égard de la population de la Micronésie, lorsqu'ils ont signé l'Accord du 2 avril 1947.

Parmi les événements historiques qui se sont produits tout le long de ces années, événements dont l'humanité tout entière a été le témoin, comme nous l'avons été nous-mêmes, il convient de souligner tout d'abord l'accession à l'indépendance politique et gouvernementale de plus d'un milliard d'êtres humains en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Il est à peine nécessaire de rappeler que, dans ces événements importants - dont l'un a été la création du premier Etat des travailleurs et paysans dans le monde - l'Union soviétique a joué un rôle prédominant. Après cela, nous avons vu apparaître une grande communauté de pays socialistes. Ces événements se sont déroulés au cours d'une lutte héroïque des peuples pour leur libération nationale et dans une atmosphère de résistance opiniâtre des puissances coloniales qui se sont efforcées de renverser le cours de l'histoire. On aurait pu croire que les puissances coloniales finiraient par tirer les conclusions des leçons de l'histoire et cesseraient de s'efforcer de maintenir dans un état d'asservissement colonial les quelques peuples qui restaient encore sous leur domination. Il y a, en effet, un anachronisme évident

M. Morozov (URSS)

dans le fait qu'à notre époque, dans quelques coins du globe terrestre, il subsiste encore des vestiges du régime colonial . Pourtant, les puissances coloniales - et avant tout les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République sud-africaine, le Portugal et quelques autres pays auxquels les Etats-Unis accordent un appui actif - s'efforcent encore, sur les décombres de leurs empires coloniaux, de créer de nouvelles places fortes grâce auxquelles les colonialistes, sous une forme nouvelle, seraient en mesure de poursuivre leur politique d'exploitation coloniale des peuples des pays libérés.

M. Morozov (URSS)

En Afrique du Sud, on sait qu'ils s'efforcent de créer de nouveaux avant-postes du colonialisme qui devront permettre aux colonialistes de continuer à se répandre en manoeuvres de diversion contre les pays libérés d'Afrique. C'est dans ce même ensemble de politique d'agression de l'impérialisme qu'il faut comprendre le problème que nous examinons ici et juger l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard du Territoire des Iles du Pacifique. Permettez-moi d'apporter quelques preuves à l'appui. Depuis 18 ans, après avoir accepté l'obligation qui était la leur, en tant que Puissance administrante du Territoire des Iles du Pacifique, les Etats-Unis se sont surtout efforcés d'empêcher le transfert des pouvoirs au peuple micronésien. Pendant toute cette longue période, les Iles du Pacifique ont été administrées, comme elles le sont encore aujourd'hui, par la seule administration américaine, tant sur place que de loin. Le peuple micronésien, de même qu'il y a 18 ans, est écarté à l'heure actuelle de toute participation aux décisions de politique étrangère ou intérieure. Tout ce que les colonialistes américains cherchent à faire passer pour des progrès - progrès imaginaires - par le simple fait que des Micronésiens sont maintenant appelés à participer, prétendument, au gouvernement de leur pays, n'est en réalité qu'un camouflage, un camouflage d'un bout à l'autre, un camouflage dont le but est de leurrer l'opinion publique mondiale, l'Organisation des Nations Unies et le peuple micronésien lui-même. Mais ces tentatives de nous faire admettre que le peuple micronésien aurait reçu un pouvoir réel de trancher ses affaires intérieures sont vaines et ne peuvent tromper personne.

La preuve évidente de cette machination de l'impérialisme américain que je viens de dénoncer peut être trouvée dans cette histoire de "Congrès micronésien", prétendu Congrès qui, par son pouvoir réel, ne se distingue pour ainsi dire pas de ce qu'on appelle le "Conseil micronésien". Nombre de membres du Conseil de tutelle, qui ont participé d'une manière plus ou moins suivie à la discussion de cette question, ont souligné ce problème et présenté des observations intéressantes à cet égard. Je citerai entre autres les observations du représentant de la Nouvelle-Zélande, ainsi que celles que vient de faire il y a un instant le représentant de la France.

M. Morozov (URSS)

On sait que la composition de ce "Conseil micronésien" était laissée au bon vouloir du Haut Commissaire des Etats-Unis dans les Iles du Pacifique. Ce Conseil n'avait aucune espèce de pouvoirs, puisque le Haut Commissaire avait le droit illimité d'adopter ou de rejeter toute recommandation que cet organe pouvait lui présenter. Si c'est dans cette lumière que l'on veut bien examiner le "Congrès micronésien" tel qu'il nous est présenté aujourd'hui dans le rapport de l'Autorité administrante et dans les déclarations des représentants des Etats-Unis, il n'est pas difficile de se convaincre que cet organisme nouveau, qui a été entouré ici de toutes les ressources de la publicité américaine, ne se distingue en rien par sa nature essentielle du "Conseil de la Micronésie", si l'on excepte la procédure relative à l'élection de ses membres. Le nouveau Conseil, comme l'ancien, ne dispose en réalité d'aucun pouvoir véritable. Les réserves prévues dans le Statut du "Congrès micronésien" - un statut préparé sans consultation aucune de la population, sans aucun référendum - confèrent au Haut Commissaire le droit illimité d'ignorer tout avis donné par cet organe. Les pouvoirs appartiennent, avec certaines variantes, au Haut Commissaire, ou, dans d'autres cas, au Secrétaire d'Etat à l'intérieur des Etats-Unis. Ces deux personnalités importantes ont le droit de jeter à la corbeille toute décision, toute recommandation adoptée par le Congrès et qui, à leur avis, n'est pas dans l'intérêt du Gouvernement des Etats-Unis, ou encore qui ne leur plaît pas.

On dit communément qu'une goutte d'eau permet de voir le reflet de l'univers. Je dirai, moi, que ce droit absolu et illimité d'ignorer toute décision du Congrès reflète bien le procédé général de l'impérialisme américain qui cherche uniquement à maintenir sa domination illimitée sur ce Territoire des Iles du Pacifique.

Nous vivons à une époque où les Etats-Unis d'Amérique, recourant volontiers à la force brutale - dans d'autres cas, comme aussi dans celui des Iles du Pacifique - ne peuvent plus se présenter aux yeux de l'opinion publique sans se munir d'un attirail de camouflage pour essayer de faire croire qu'ils marchent de pair avec les exigences de notre temps, avec les impératifs d'un âge qui assiste à l'effondrement définitif du colonialisme. C'est sous ce jour qu'il faut

M. Morozov (URSS)

expliquer l'attitude des Etats-Unis, qui ne consiste nullement à permettre à la population micronésienne de régler ses propres affaires selon sa volonté. C'est pourquoi nous avons assisté ici à toutes ces tentatives acharnées de la délégation des Etats-Unis de nous faire partager son point de vue, tentatives qui ont vraiment été jugées d'une manière démesurément et hâtivement élogieuse par certains membres du Conseil.

Autre chose : ce n'est par hasard que dans le décret 1882, promulgué par le Secrétaire d'Etat à l'intérieur des Etats-Unis le 28 septembre 1964, il est absolument impossible de trouver la moindre allusion à la possibilité d'un transfert des pouvoirs au peuple micronésien sur la base du droit des peuples à l'autodétermination. Ce "Congrès micronésien" n'a pas du tout été créé pour cela. Les procédés photographiques d'agrandissement les plus perfectionnés ne permettraient pas de relever la moindre trace de ce principe qui veut que l'indépendance finisse par être conférée au peuple micronésien. Ce décret se trouve ainsi en parfaite contradiction avec les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies auxquelles nous nous sommes référé au début de notre déclaration, en parfaite contradiction avec l'Accord de tutelle, en parfaite contradiction avec les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en parfaite contradiction avec les recommandations du Comité des Vingt-Quatre qui découlent de cette Déclaration. Tous ces documents indiquent comme objectif l'accession à l'indépendance du peuple micronésien. Mais il serait vain de chercher la moindre allusion à cet égard dans la documentation présentée au Conseil de tutelle par le Gouvernement des Etats-Unis, ou dans les déclarations faites devant ce Conseil par les deux représentants des Etats-Unis.

Si nous nous mettions à énumérer toutes les recommandations de l'Assemblée générale concernant notamment la question de l'octroi de l'indépendance au peuple de la Micronésie, une séance n'y suffirait pas, et c'est pourquoi je me bornerai à ne rappeler que quelques faits.

Lors de la sixième session de l'Assemblée générale, déjà, la résolution 558 demandait aux autorités administrantes - et donc, dans le cas des Iles du Pacifique, au Gouvernement des Etats-Unis - de faire figurer dans chaque rapport annuel concernant son administration des renseignements relatifs, entre autres, à l'évaluation approximative du délai qui lui paraissait nécessaire pour amener le territoire intéressé à l'autonomie ou à l'indépendance. Cela se passait en 1952, il y a 13 ans.

En 1953, lors de sa huitième session, l'Assemblée générale adoptait la résolution 752, qui confirmait la résolution 558 que je viens d'évoquer.



M. Morozov (URSS)

En 1954, l'Assemblée générale, par sa résolution 858 (IX), a demandé de nouveau aux autorités administrantes d'inclure, dans leurs rapports annuels, des renseignements sur les mesures prises ou envisagées pour conduire les territoires à l'autonomie ou à l'indépendance et notamment d'indiquer le délai jugé nécessaire pour appliquer lesdites mesures et atteindre l'objectif final. En 1955, dans sa résolution 946 (X), l'Assemblée générale a réitéré cette demande. En février 1957, par sa résolution 1064 (XI), l'Assemblée générale a invité les autorités administrantes à évaluer le laps de temps nécessaire pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance de tous les territoires sous tutelle, conformément à la résolution 558 (VI), en date du 18 janvier 1952, et à ladite résolution 1064 (XI). Elle a invité les autorités administrantes à présenter au Conseil de tutelle, à ses 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> sessions, tous renseignements utiles sur l'application des paragraphes 1 et 2 de ladite résolution. En décembre 1957, par sa résolution 1207 (XII), puis en décembre 1958, par sa résolution 1274 (XIII), l'Assemblée générale a réitéré les demandes formulées dans les résolutions adoptées aux sessions précédentes. En décembre 1959, par sa résolution 1413 (XIV), l'Assemblée générale a invité les autorités administrantes intéressées à fixer, pour les territoires sous tutelle restants, des objectifs intermédiaires successifs à atteindre à des dates prochaines en matière de développement politique, économique, social et culturel, de manière à créer le plus rapidement possible des conditions favorables à l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance.

Dans ces documents s'exprimait l'opinion des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, de l'immense majorité des Etats Membres. Notre Organisation s'était enrichie de nouveaux Etats Membres qui votaient en faveur des résolutions susmentionnées et qui formulaient, à l'intention des puissances administrantes - notamment au Gouvernement des Etats-Unis, pour ce qui est des îles du Pacifique - les appels que j'ai relatés. Triste récapitulation. C'est en vain que l'on cherche, dans un rapport sur les îles du Pacifique, une réponse à ces diverses demandes. Tout s'est passé et continue de se passer comme dans la fable bien connue de Krylov, Le chat et le cuisinier : le chat, ayant dérobé au cuisinier un poisson estimé, le dévore effrontément dans un coin de la cuisine; au lieu de chasser le chat voleur, le cuisinier le sermonne, cependant que le chat achève tranquillement son poisson. A peu de chose près, le Conseil de tutelle joue le rôle du cuisinier de Krylov, à propos des îles du Pacifique. Je parlerai ultérieurement d'autres territoires

sous tutelle, qui demeurent des oasis du colonialisme. Tout cela ressemble fort à ce que mettait en fable Krylov, il y a environ un siècle et demi. Les demandes de l'Assemblée générale restent lettre morte. Lorsque la délégation soviétique pose aux représentants des Etats-Unis la question directe de savoir quand la population de la Micronésie accédera à l'indépendance politique, les représentants des Etats-Unis se gardent de fournir une réponse tant soit peu précise. Nous ne sommes pas seuls à poser cette question. Les résolutions de l'Assemblée générale que nous avons énumérées ont été adoptées par les Etats Membres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Aucune réponse n'a été donnée et on ne s'apprête pas à en donner. On se fâche, on s'énerve, on est prêt à parler de tout et de rien. Mais on n'est pas prêt à répondre à une question directe, à une demande contenue dans la Charte, dans l'Accord de tutelle, dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance, à une demande qui est celle de l'opinion publique mondiale. On chercherait en vain, dans les rapports annuels de l'Autorité administrante et dans les déclarations des représentants de l'Autorité administrante au Conseil de tutelle, la moindre allusion à la mise en oeuvre, par les Etats-Unis, de la résolution 1514 (XV). La mention même de cette Déclaration historique est évitée avec soin dans les documents officiels des Etats-Unis se rapportant aux Iles du Pacifique. Aux précédentes sessions du Conseil, nous avons déjà souligné que la teneur même de cette Déclaration avait été longtemps dissimulée au peuple micronésien. Maintenant encore, tous les Micronésiens n'en ont pas connaissance. Je n'en veux pour preuve que les commentaires faits par certains membres de la mission de visite, l'an dernier. Ils ont pu constater, au cours de leurs entretiens, que de nombreux Micronésiens ne connaissaient pas encore le contenu de la Déclaration. Il faut relever le fait honteux, qui a été constaté ici publiquement, que des milliers d'exemplaires de la Déclaration ont traîné dans les dépôts de l'administration américaine, au lieu d'être acheminés vers les destinataires. Il semble que cette situation persiste, à un certain degré.

Permettez-moi de rattacher ces faits à la façon dont ici même, sur ce même sujet, le représentant des Etats-Unis répond aux questions du représentant de l'URSS. Nous avons demandé si les Etats-Unis estimaient que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance s'appliquait également aux Iles du Pacifique.

Nous avons demandé également pourquoi les documents des Etats-Unis ne faisaient nulle mention de la Déclaration. Nous n'avons pas obtenu de réponse. Plus exactement, la nature, le sens des questions que nous avons posées ont été déformés dans les prétendues réponses qui nous ont été faites. Quoi qu'il en soit, ceci est le passé. Nous revenons sur la question dans un seul but : rappeler les explications embarrassées, embrouillées qu'a données le représentant des Etats-Unis lorsque nous lui avons demandé si, de l'avis de son gouvernement, la Déclaration s'applique aussi au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Il ressort des explications du représentant des Etats-Unis, auxquelles chacun peut se reporter, qu'il a tout d'abord essayé d'opposer en quelque sorte la Charte à un autre document des Nations Unies, je veux dire la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance.

M. Morozov (URSS)

Le représentant des Etats-Unis a essayé de donner l'impression que ce n'était pas la Déclaration mais la Charte qui devait servir de guide aux activités relatives aux îles du Pacifique. On avait l'impression que l'un de ces documents était contraire à l'autre alors que tout le monde sait que la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux est un développement de ce que contient la Charte et correspond de la façon la plus fidèle à l'esprit et à la lettre de la Charte de notre Organisation. Lorsque ces tentatives faites pour opposer ces deux documents l'un à l'autre ont échoué, le représentant des Etats-Unis, à la suite de nos questions pressantes, a été contraint, les dents serrées, de dire qu'en principe le Gouvernement des Etats-Unis estimait que les dispositions fondamentales de la Déclaration s'appliquaient aussi aux îles du Pacifique. Nous sommes reconnaissants même de cette déclaration plus que réservée, pour parler modérément, que le représentant des Etats-Unis a fini par faire à propos de la Déclaration. Cependant, nous ne pouvons manquer de souligner avec force que les déclarations du représentant des Etats-Unis qui ont suivi ont montré que ce pays n'envisageait même pas de prendre des mesures décisives pour donner effet aux dispositions contenues dans le paragraphe 5 de ladite Déclaration. Je vous rappelle qu'il est dit dans ce paragraphe :

"Des mesures immédiates seront prises dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

Voilà le passage-clé de cette Déclaration en ce qui concerne notamment les territoires coloniaux tels que les îles du Pacifique.

Lorsque nous avons ici posé des questions, nous avons une fois de plus invité le Gouvernement des Etats-Unis et ses représentants à répondre de la non-exécution des demandes contenues dans la Déclaration et nous n'avons toujours pas reçu de réponses des représentants de ce pays au Conseil, de réponses sur le point de savoir quand ou comment les Etats-Unis ont l'intention de donner effet aux dispositions de la Déclaration.

M. Morozov (URSS)

Tout le monde se rappelle que maintes et maintes fois comme les années précédentes, les représentants des Etats-Unis ont essayé de créer l'impression que le peuple micronésien n'était pas assez mûr pour administrer ses propres affaires sans aucune intervention étrangère, sans aucune tutelle. Ce faisant, le Gouvernement des Etats-Unis et ses représentants agissent en opposition directe au paragraphe 3 de cette même Déclaration qui interdit de prendre le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement comme prétexte pour retarder l'indépendance. Disons en passant que ces allusions ont toujours été l'argument favori de tous les colonialistes luttant contre le désir irrésistible des peuples d'arriver à l'indépendance. En fait, il n'y a pas eu non plus de réponses à de nombreuses autres questions importantes posées par la délégation soviétique au représentant des Etats-Unis, et ce pour la simple raison qu'il n'y avait rien à répondre, non pas parce que les questions ne portaient pas sur le fond de l'affaire mais bien parce que les seules réponses qu'il eût été possible de donner à ces questions auraient consisté à confirmer les thèses que pendant de longues années, comme d'ailleurs à la session actuelle, l'Union soviétique défend quant à l'évaluation - défavorable, je l'ajoute - qu'il y a lieu de faire des activités des Etats-Unis à l'égard du territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

Par exemple, nous avons demandé ce que le Gouvernement des Etats-Unis avait l'intention de faire pour donner effet aux recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre sur la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, recommandations adoptées au cours de la dernière session du Comité en 1964. Quelle a été la réponse? On nous a tout d'abord dit que nous n'étions pas ici en Comité des Vingt-Quatre. Songez à ce mépris de grands seigneurs, à ce mépris de colonialistes envers toutes les activités du Comité des Vingt-Quatre, mépris qui apparaît dans cette réponse du représentant des Etats-Unis! Cependant, le Comité des Vingt-Quatre a fait des recommandations de poids qu'il a adressées précisément au Gouvernement des Etats-Unis et à personne d'autre. Le Comité des Vingt-Quatre demandait tout récemment, à la fin de l'année dernière - la session s'est achevée en décembre - entre autres que le Congrès micronésien se voit conférer tous les pouvoirs nécessaires pour ouvrir la voie à une prompte réalisation de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le Comité demandait que la population du territoire



se voit donner la possibilité d'exprimer ses vœux quant à son avenir et à son statut futur, conformément à la disposition de ladite Déclaration, sous surveillance, entre autres, de l'Organisation des Nations Unies. Vous vous rappellerez que nous avons demandé comment le représentant des Etats-Unis envisageait cette participation de l'Organisation des Nations Unies pour la réalisation de cette recommandation. Quelqu'un se rappelle-t-il, quelqu'un peut-il citer la réponse donnée quant au fond à cette question que nous posions aux deux représentants des Etats-Unis? Il serait vain de chercher dans les procès-verbaux de nos séances ou dans les disques qui reproduisent le moindre son émis dans cette salle du Conseil de tutelle : il n'y a pas trace de réponse à cette question.

Rappelons que dans les recommandations du Comité des Vingt-Quatre il y a d'autres passages importants qui se rapportent à la situation dans les îles du Pacifique, les recommandations ayant trait au développement de l'économie, au renforcement de l'économie nationale, à l'amélioration de la production, à l'amélioration de l'enseignement public, à la disparition des inégalités en matière de salaire, etc.

Permettez-moi de tirer certaines conclusions. Dans le domaine politique, le peuple micronésien est, en fait, tout aussi privé de droits qu'auparavant. Toutes les questions relatives à l'administration du territoire continuent d'être réglées à Washington. Nous avons déjà parlé de l'histoire de ce que l'on appelle le "Congrès micronésien" dont la création s'explique par la tentative des Etats-Unis de masquer tant soit peu sa politique peu reluisante dans le territoire sous tutelle des îles du Pacifique. En créant ce Congrès, en élaborant son statut, les colonialistes américains ont été fidèles à leur nature. Ils ont méconnu au même titre les vœux du peuple micronésien qui s'efforçait de se donner un organisme démocratique et représentatif, répondant aux désirs réels de la population, et les vœux exprimés par la mission de visite du Conseil de tutelle à ce propos. Comme le montre le rapport de la Mission de visite du Conseil de tutelle de 1964, la volonté des Micronésiens était tout d'abord qu'il soit créé un Congrès dans le territoire sous tutelle et que ce Congrès soit fort et non pas seulement un organe consultatif.



M. Morozov (URSS)

Notre Mission de visite est elle-même parvenue à la conclusion suivante :

"... pour que le Congrès de la Micronésie soit le porte-parole et l'instrument efficaces des vœux des Micronésiens, il doit être doté de véritables pouvoirs..." (T/1620, par. 276)

Ce même désir des Micronésiens, désir d'indépendance, a été mentionné aussi par l'un des représentants du peuple de la Micronésie qui a pris la parole devant le Conseil de tutelle. De quels pouvoirs peut-on parler si, comme nous l'avons dit et comme nous jugeons nécessaire de le répéter - nous ne cesserons jamais de le dire inlassablement - le Haut Commissaire ou le Ministre de l'intérieur des Etats-Unis peut, d'un simple trait de plume, anéantir toute volonté du peuple micronésien dans ce prétendu Congrès? Ajoutons à cela que si, à son tour, le Congrès micronésien a l'audace de ne pas adopter un projet proposé par le Haut Commissaire des Etats-Unis selon ce même décret du Ministère de l'intérieur américain, le Haut Commissaire, avec l'approbation de ce département, a le droit d'imposer toute loi, même si elle est inacceptable pour le peuple de la Micronésie et même si le Congrès de ce pays n'a pas accordé son appui. Tel est donc le dernier mot de la "démocratie" américaine; tel est en fait le prix réel des belles paroles, des paroles vertueuses que prononcent les représentants des Etats-Unis aux échelons les plus divers, de bas en haut, paroles prononcées ici et hors les murs de l'Organisation des Nations Unies, paroles en faveur du droit des peuples des nations à disposer d'eux-mêmes et à accéder à l'indépendance politique dans des conditions de liberté démocratique; paroles qui, ces temps derniers, sont mises en circulation avec un plaisir tout particulier par les représentants des Etats-Unis.

Il n'y a aucun acte concret à l'appui de ces mots, il n'y a aucun effort réel et, indépendamment de certaines divergences de vues, le Conseil de tutelle doit le comprendre et le reconnaître à cette session.

Que signifient les restrictions dont d'autres représentants ont parlé déjà et qui sont contenues dans ce même statut dont est doté le Congrès micronésien, restrictions dont il découle qu'il doit suivre en tout les dispositions des accords et traités internationaux auxquels les Etats-Unis sont parties? Or, on sait que bien de ces accords sont des alliances militaires d'agression dirigés contre les intérêts de la paix et de la démocratie dans le monde entier.

M. Morozov (URSS)

Que signifient ces autres restrictions selon lesquelles le Congrès doit suivre les lois intérieures des Etats-Unis et les décisions du Président, et même les directives du Ministre de l'intérieur des Etats-Unis, dont nous avons déjà parlé? Et aussi bien d'autres restrictions dont nous avons essayé de saisir le sens et qui, en définitive, font que le peuple micronésien ne détient aucun pouvoir réel.

Il convient de souligner encore une caractéristique du statut de ce Congrès. Il est impossible de ne pas voir dans ce texte une tentative d'imposer au peuple micronésien l'ordre américain, à tout prix, comme s'il représentait le critère le plus élevé de la vie publique sur le plan social, économique et politique, une nouvelle tentative d'imposer au peuple l'ordre et les lois américaines afin de faciliter, à l'avenir, la réalisation des plans de l'impérialisme américain tendant à étendre les ramifications destinées à annexer le Territoire et à l'unir aux Etats-Unis. Un chaînon important dans la réalisation de ces plans impérialistes - qui n'ont naturellement rien à voir avec les principes de la Charte ni avec les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux - est la politique tendant à maintenir la prédominance de l'administration américaine dans toutes les affaires intérieures de la Micronésie. Ceci s'explique par les faits qui nous sont fournis dans le rapport de la Mission et qui ressortent également des réponses données au Conseil de tutelle au représentant des Etats-Unis : tous les postes directeurs les mieux rétribués restent, comme par le passé, entre les mains de l'administration américaine, et les nouveaux postes créés sont en général attribués à des ressortissants des Etats-Unis. Pour la forme, on a confié quelques postes négligeables à un nombre insignifiant de Micronésiens qui ne sauraient exercer aucune influence déterminante sur la vie politique du pays.

Le processus d'américanisation trouve son expression dans le fait que dans les écoles on n'admet presque pas - comme nous avons pu en conclure des réponses du représentant des Etats-Unis - l'enseignement de la langue du pays, l'anglais étant la langue officielle pour toutes les écoles, comme pour tous les organes administratifs et pour le Congrès micronésien. Ajoutons à cela que la langue

M. Morozov (URSS)

anglaise est également la langue officielle pour les tribunaux et la police et que ces organes importants se trouvent entièrement entre les mains de l'administration américaine.

Si nous passons à la vie économique, nous n'aurons aucun mal à nous convaincre que tous les postes importants sont entre les mains de sociétés dont les activités sont dictées par les monopoles américains.

A un moment où le texte de la Déclaration est en fait caché aux grandes masses micronésiennes, à un moment où dans d'autres documents officiels, et en particulier dans les dispositions relatives au Congrès micronésien, on ne dit pas un mot sur la possibilité de l'accession à l'indépendance du peuple de la Micronésie, la propagande officielle américaine fait des efforts considérables pour que le seul avenir, l'avenir inéluctable, du peuple micronésien, soit le sort d'une annexe coloniale des Etats-Unis, c'est-à-dire le sort de Porto Rico, de Guam, du Samoa américain, que les impérialistes des Etats-Unis s'efforcent de maintenir dans leurs griffes au même titre que les Iles du Pacifique.

La situation dans les Iles du Pacifique ne serait pas décrite de façon complète si nous ne rappelions la façon dont ces îles servent les intérêts militaires des Etats-Unis en tant qu'éléments des visées agressives de l'impérialisme américain. Nous avons affirmé ici, et nous affirmons encore, que les dépenses militaires des Etats-Unis dans la région des Iles du Pacifique dépassent, de façon fabuleuse, les crédits du budget des Etats-Unis réservé aux besoins de la population micronésienne. Vous vous rappellerez que nous avons demandé au représentant des Etats-Unis de bien vouloir nous corriger si notre affirmation était inexacte. Cependant, les représentants américains n'ont pas démenti notre thèse, ce qui en confirme le bien-fondé.

Il n'aurait pu en être autrement, du reste. Parmi les preuves existant à cet égard, rappelons par exemple la définition que le Times - revue américaine que personne ne saurait soupçonner de sympathie pour nous - présentait déjà le 21 juin 1961 :

M. Morozov (URSS)

"En fait, la Micronésie est une réserve militaire des Etats-Unis d'Amérique. Les Etats-Unis entretiennent des forces navales le long du front occidental des Iles du Pacifique. Plus loin, à l'est, entre les Iles, on a créé des installations nucléaires. Eniwetok et Bikini ont servi de centres pour des essais d'armes nucléaires."

Citons une autre déclaration parue dans la presse américaine sur le même sujet. Le 19 mai 1965, donc tout récemment, le Christian Science Monitor publiait une dépêche de Washington selon laquelle le Ministère de la défense des Nations Unies avait transmis à la Sylvania Electric Products Company, société américaine, une commande pour la prospection, l'installation et la mise en place d'une station de radar expérimentale dans l'île de Roi-Namur, dans le Pacifique.

Rappelons que cette installation coûte 20 millions de dollars, chiffre qui dépasse tous les crédits des Etats-Unis pour les besoins de la population micronésienne pendant l'exercice à venir. Ainsi, pour une seule installation de radar, plus que toutes les dépenses pour tout l'exercice budgétaire à venir, dépenses que le représentant des Etats-Unis a essayé de nous représenter ici comme une très grande réalisation dans le domaine du financement des besoins de la population du territoire sous tutelle.

Tout le monde se souvient que le représentant des Etats-Unis nous a dit que les dépenses consacrées à cette fin représenteraient 17,5 millions de dollars. Ce n'est point par hasard que le représentant des Etats-Unis a évité de répondre à une autre question que nous lui posions, à savoir qu'on nous donne le chiffre du total des dépenses militaires des Etats-Unis pour cette année ou pendant les 18 années d'administration des Iles du Pacifique, au choix, encore que la réponse à cette question ne tendait pas à démasquer des secrets militaires, car il s'agissait simplement de crédits officiels du budget des Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis s'est récusé tout en s'efforçant maladroitement de dire qu'il ne pouvait pas donner de réponse à cette question sans dévoiler des secrets militaires qui, en fait, n'existent pas pour cette question ou dans le cadre de celle-ci.

M. Morozov (URSS)

Pour se faire une idée de la situation en matière d'enseignement et aussi quant à l'évolution de l'économie dans le développement social, il suffit de comparer les budgets insignifiants réservés à ces fins au budget militaire et au budget d'ensemble pour l'année à venir : 17 millions de dollars. Répondant à une question de la délégation soviétique, le représentant des Etats-Unis a dit - vous vous en souvenez - que pour la santé, on prévoyait de dépenser pendant cet exercice 1 400 000 dollars, pour l'enseignement 1 128 000 dollars, pour le développement de l'économie 1 179 000 dollars. Ainsi - ce n'est pas là ma conclusion, mais celle du représentant des Etats-Unis - la part la plus considérable de ces sommes tout à fait insuffisantes du total de 17 millions de dollars, servira à entretenir l'administration coloniale américaine et seule une part minime sera consacrée à l'enseignement public, à la santé et au développement de l'économie.

Dans cette situation catastrophique, le représentant des Etats-Unis s'efforce de nous présenter les choses, nous prenant pour des élèves de la classe enfantine, comme s'il y avait là des réalisations gigantesques des Etats-Unis pour le relèvement du bien-être de la population micronésienne. Cependant, même quand on plaisante, il faut savoir plaisanter avec modération. Il est en effet difficile de comprendre ce qui l'emporte ici, de l'absence de vergogne quand on cherche à leurrer l'opinion publique ou du fait simplement que la majorité du Conseil docile aux Etats-Unis continuera de faire le dithyrambe des progrès imaginaires et de l'épanouissement du peuple micronésien, comme cela s'est déjà fait.

Comment les choses se présentent-elles dans la réalité? Dans le domaine de l'économie, jusqu'à présent, comme le montrent les réponses données à nos questions, il n'y a même pas de plan de développement futur. Les ressources en poisson des eaux très riches du territoire sous tutelle non seulement ne sont pas utilisées de façon suffisante, mais ne sont même pas prospectées ni évaluées suffisamment. A la base de l'économie, il y a comme auparavant une agriculture très primitive dont les produits sont écoulés aux Etats-Unis à des prix fixés arbitrairement. L'économie des Iles fait une place toujours plus grande aux capitaux étrangers auxquels on livre en sacrifice la population locale qui ne dispose d'aucun mécanisme de contrôle sur les activités des monopoles étrangers.



M. Morozov (URSS)

Ce n'est point là une déclaration creuse. Souvenez-vous des réserves qui apparaissent dans le statut micronésien et vous comprendrez qu'il ne s'agit pas là d'une plaisanterie. Jusqu'à maintenant, on continue d'importer à des prix très élevés des produits alimentaires et certaines marchandises de consommation comme si, dans le territoire, on ne pouvait organiser les choses de façon à produire un grand nombre de ces articles. Comme auparavant, on n'a pas fait disparaître du budget du territoire les dépenses afférentes à l'importation de conserves de poisson, de viandes conservées, d'oeufs, d'oiseaux morts, etc. qui coûtent tous les ans des milliers de dollars au territoire. Nous voulons préciser d'ores et déjà, pour devancer la réponse que pourrait nous faire le représentant des Etats-Unis, que ce n'est pas pour empêcher ces importations que nous prenons la parole, mais nous ne voulons pas que le territoire serve à l'écoulement de marchandises américaines dont la production devrait et pourrait être organisée dans le territoire même et qui aurait du l'être.

Tout cela se fait au lieu d'assurer une mobilisation effective et multilatérale des ressources et de l'épargne intérieure et au lieu de les diriger vers les secteurs de l'économie dont le développement accéléré répond aux intérêts vitaux du territoire.

Parlons du domaine social dont il a déjà été question dans la déclaration du représentant des Etats-Unis. A la présente session, il y a eu plusieurs tentatives de présenter la situation sociale comme une réussite qui mérite les éloges les plus invraisemblables. Cependant, une fois de plus, les faits coupent l'herbe sous le pied du représentant des Etats-Unis. De son propre aveu, plus de 50 p. 100 des habitants du territoire restent analphabètes; tous les enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école. La situation de bien des écoles laisse à désirer. L'enseignement supérieur n'est accessible qu'à un nombre limité de Micronésiens et, en même temps, l'autorité administrante ferme aux Micronésiens la possibilité d'utiliser les bourses offertes dans le cadre du Programme des Nations Unies qui leur permettraient de poursuivre des études supérieures et des études techniques supérieures, ainsi que l'a montré la discussion qui a eu lieu à ce propos ici.



M. Morozov (URSS)

Pour ce qui est des services médicaux, le Conseil dispose d'un document qui montre que les représentants de l'autorité administrante ont camouflé et embelli la situation réelle dans le territoire. Je fais allusion à la pétition émanant des membres du département des services médicaux du territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/PET.1035). Ce document est à un tel point grave qu'il mérite d'être reproduit in extenso, d'autant plus que nous n'avons pas encore eu l'occasion de le faire. Les auteurs de la pétition s'adressent à l'Organisation des Nations Unies en se plaignant de l'administration du territoire sous tutelle. Il est dit dans la pétition ...

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant des Etats-Unis pour une motion d'ordre.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole sur une motion d'ordre parce que le représentant de l'Union soviétique parle d'un document dont le Conseil n'est pas saisi. Il s'agit d'une pétition qui a été distribuée, mais n'est pas inscrite à notre ordre du jour. J'estime qu'elle devrait figurer à l'ordre du jour, mais j'aimerais que les choses se fassent de manière réglementaire. Aux termes de l'article 86, paragraphe 1, la pétition ne devrait pas normalement être inscrite à l'ordre du jour parce qu'elle n'a pas été distribuée deux mois avant la session du Conseil. Cependant, celui-ci peut, en vertu de l'article 86, paragraphe 3, après avoir consulté l'autorité administrante, inscrire une pétition à l'ordre du jour de sa session.

Si vous le voulez, Monsieur le Président, ma délégation sera tout à fait heureuse de voir cette pétition inscrite à l'ordre du jour conformément au paragraphe 3 de l'article 87, en renonçant à la disposition du paragraphe 1 du même article. Cependant, tant que ce document n'aura pas été porté à l'ordre du jour et que les autres membres du Conseil n'auront pas eu la possibilité de l'examiner, il me paraît préférable que nous nous en tenions à notre règlement.

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour une motion d'ordre.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas l'habitude d'interrompre les déclarations des autres membres du Conseil, que leur contenu me plaise ou non. Pour le représentant des Etats-Unis, je ferai cependant une exception, et j'emploierai la tactique dont il vient de nous donner un exemple en interrompant ma déclaration alors qu'elle était proche de la fin. Il nous fait perdre du temps alors qu'il est déjà tard.

L'article du règlement intérieur auquel il s'est référé n'a rien à voir avec la possibilité de mentionner les documents que j'ai cités. Je ne propose pas au Conseil d'examiner s'il y a lieu d'inscrire ou non cette pétition à l'ordre du jour. Lorsque nous étudierons la question, l'article 86 interviendra; mais, dans l'ensemble du règlement intérieur, je ne vois rien qui indique quels sont les documents auxquels un membre du Conseil peut se référer lorsqu'il fait une déclaration à propos d'un point inscrit à l'ordre du jour. Je répète donc que je ne me propose pas de demander au Conseil d'examiner cette pétition quant au fond. Je m'y réfère comme je me réfère au Christian Science Monitor, à la revue Time ou à beaucoup d'autres sources où je puise pour donner un exposé aussi détaillé et complet que possible des activités des Etats-Unis dans les Iles du Pacifique.

Si le Président le permet, étant entendu que mes allusions à cette pétition ne préjugent nullement la question que vient de poser le représentant des Etats-Unis, de façon si inattendue, au milieu de ma déclaration, à savoir si la pétition sera inscrite ou non à l'ordre du jour, j'aimerais pouvoir terminer ma déclaration.

Le PRESIDENT : Le représentant de l'Union soviétique a-t-il l'intention de se référer de nouveau à cette pétition?

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Oui, j'ai l'intention de me référer à cette pétition afin de prouver que les renseignements donnés par les Etats-Unis au sujet des services médicaux dans le territoire sont très éloignés de la réalité, indépendamment de la question de savoir si cette pétition sera ou non inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Personne n'a le droit de se réclamer du règlement intérieur pour me priver de la possibilité

M. Morozov (URSS)

de faire valoir les arguments qui me paraissent indispensables à l'appui des thèses que j'avance. Je n'ai nullement l'intention d'abonder dans le sens du représentant des Etats-Unis uniquement parce qu'il n'aime pas mes arguments. Il a sans doute protesté parce que la pétition en question réduit à néant la fable des belles réalisations des services médicaux fournis par l'Autorité administrante à la population micronésienne dans le territoire sous tutelle, réalisations dont a parlé le représentant des Etats-Unis dans sa déclaration officielle. J'ai passé beaucoup de temps à lire toute cette documentation, et pour ne pas lire la pétition du début à la fin, je vais la paraphraser. Je pense que nul ne saurait me priver de ce droit en invoquant le règlement intérieur.

Le PRESIDENT : Je demande au représentant de l'Union soviétique de bien vouloir continuer sa déclaration.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : De la pétition à laquelle je me suis référé, il ressort que les rapports envoyés aux Nations Unies sur les services médicaux contiennent des renseignements qui sont soit carrément faux, soit de nature à induire en erreur...

Le PRESIDENT : Je crois qu'il est difficile au représentant de l'Union soviétique de faire allusion à cette pétition et en même temps de l'examiner quant au fond. Il faut nous référer aux paragraphes 1 et 3 de l'article 86 du règlement intérieur. Je ne crois pas qu'il serait conforme à ce règlement de parler de cette pétition, même en la paraphrasant. Ou on en parle ou on en parle pas. Ou on l'examine ou on ne l'examine pas. Je préférerais donc laisser à plus tard l'examen de cette pétition. Si le Conseil le désire, nous étudierons par la suite le point de savoir si nous examinerons ou non cette pétition. Pour le moment, toutefois, je demande au représentant de l'Union soviétique, en l'assurant que plus tard nous examinerons la question de cette pétition, de bien vouloir continuer son intervention.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je me conformerai au désir du Président, mais je n'estime pas que ce soit la meilleure décision possible.

Je présume que cette enquête sur les crimes épouvantables dont parle la pétition a un rapport direct avec la question des services médicaux réservée à la population du territoire. Nous devons donc aboutir à cette conclusion tout à fait anormale que les renseignements provenant d'autres sources que les rapports enjolivés et mensongers sur certains points de l'Autorité administrante doivent être la seule base des jugements de valeur que nous sommes habilités à porter ici.

Cependant, j'en ai déjà assez dit sur le fond de cette pétition et me conformerai, comme je l'ai dit, à la demande du Président.

Ainsi, ce paradis des services médicaux ressemble en fait plutôt à un enfer, comme dans le cas d'autres affirmations formulées ici par le représentant des Etats-Unis pour décrire la situation dans le territoire des Iles du Pacifique. Ceci confirme les déclarations faites par l'Union soviétique aux précédentes sessions du Conseil de tutelle, déclarations selon lesquelles la situation en matière de services médicaux, comme dans le domaine social en général, est tout à fait déplorable.

Je rappellerai, entre autres choses, les conséquences des essais d'armes nucléaires dans cette région et les terribles souffrances qu'ils ont causées pendant de nombreuses années aux habitants de Rongelap. Le Conseil de tutelle s'est souvent occupé de cette question. Enfin, à la présente session, le représentant des Etats-Unis a bien voulu annoncer aux membres du Conseil de tutelle que le Gouvernement américain avait accepté de verser une certaine somme à titre d'indemnité aux Micronésiens qui avaient souffert des essais. Il a donc fallu onze ans pour que des versements insuffisants soient consentis afin d'indemniser en partie les habitants de Rongelap pour les souffrances et les dommages qui leur ont été infligés. La somme se monte à 950 000 dollars.

C'est là un nouvel exemple des objectifs de la politique des Etats-Unis dans le Pacifique. Telle est donc la situation réelle dans le territoire sous tutelle après 18 ans de mainmise des Etats-Unis sur cette région du globe. Bref, cette situation est peu satisfaisante sous tous ses aspects.

M. Morozov (URSS)

Etant donné toutes ces circonstances, le Conseil de tutelle, s'il agissait conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies, s'il agissait conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, s'il agissait conformément aux nombreuses résolutions de l'Assemblée générale relatives aux territoires sous tutelle, devrait exiger - et il aurait dû exiger depuis longtemps - que le Gouvernement des Etats-Unis prenne des mesures réelles et immédiates pour octroyer l'indépendance à la population de la Micronésie sur la base de son droit inaliénable à la libre détermination. Il est grand temps de transférer au peuple micronésien, en la personne de ses représentants réels et des organismes démocratiques supérieurs, la plénitude des pouvoirs législatifs et exécutifs. Voici l'alpha et l'oméga de ce qu'il faut faire. Seule une solution de cette nature pourra ouvrir, pour le peuple micronésien, la voie d'un épanouissement réel et non pas de cet épanouissement mythique que prônait ici le représentant des Etats-Unis. Seule une telle solution pourra faire passer la Micronésie de l'état de réserve militaire américaine à celui de nation indépendante. Seule elle peut répondre aux intérêts vitaux et à la volonté du peuple micronésien. Cette voie pourra seule favoriser le renforcement de la paix et de la sécurité dans cette partie du monde.

Nous jugeons nécessaire de souligner, avec toute la force dont nous sommes capables, que l'expérience acquise au cours des débats sur l'administration des Iles du Pacifique dans le cadre du Conseil de tutelle n'a malheureusement pas, en raison de la composition de ce Conseil, apporté les résultats concrets qu'il était permis d'espérer. Si l'on continue de tenir compte des positions que s'efforcent de défendre ici le représentant des Etats-Unis et certains autres membres du Conseil de tutelle, le peuple micronésien actuellement asservi ne fera pas de progrès vers sa libération. Le Conseil de tutelle est dans une impasse évidente en ce qui concerne la question des Iles du Pacifique. Il faut qu'il en sorte.

Nous voyons une issue possible si le Conseil de tutelle sait trouver le courage nécessaire pour informer le Conseil de sécurité de la situation. Lorsque nous disons cela, nous nous appuyons sur les dispositions de la Charte qui déterminent les obligations particulières du Conseil de sécurité à l'égard des Iles du Pacifique et le rôle auxiliaire que joue, dans ce domaine, le Conseil de



M. Morozov (URSS)

tutelle auprès du Conseil de sécurité en vertu des dispositions de la Charte. Il est de fait que, au cours des dix-huit années pendant lesquelles nous avons examiné la question des Iles du Pacifique au Conseil de tutelle, nous n'avons pas attiré l'attention du Conseil de sécurité une seule fois sur la situation alarmante qui existe dans les Iles du Pacifique parce que les Etats-Unis, comme nous l'avons dit, refusent de se conformer aux obligations qu'ils ont acceptées, en vertu de la Charte, à l'égard de ce territoire sous tutelle.

Pour ces raisons, la délégation de l'Union soviétique croit devoir soumettre à l'examen du Conseil de tutelle le projet de résolution suivant :

"Le Conseil de tutelle,

Ayant examiné le rapport des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour 1963-1964,

Ayant entendu les déclarations des représentants de l'Autorité administrative sur la situation dans le Territoire sous tutelle et leurs réponses aux questions posées par les membres du Conseil,

Prenant en considération les décisions adoptées par le Comité spécial des Vingt-Quatre sur la situation en ce qui concerne la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/5800/Add.6) qui, entre autres, réaffirment le droit inaliénable de la population du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique à la libre détermination et à l'indépendance,

Notant que les Etats-Unis d'Amérique refusent d'appliquer les mesures pratiques directement liées à la mise en oeuvre des dispositions de ladite Déclaration et que, loin de favoriser l'accession à l'indépendance de la population du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, ils s'efforcent, en fait, de maintenir un régime d'oppression et d'exploitation coloniales dans ce territoire pour un temps indéterminé, et ainsi ne remplissent pas les obligations qui leur ont été imposées par le Conseil de sécurité en vertu de l'Accord du 2 avril 1947,

Notant que, depuis l'approbation, en date du 2 avril 1947, de l'Accord de tutelle pour les Iles du Pacifique, le Conseil de sécurité n'a pas examiné une seule fois la question de la situation dans ce territoire,



Estimant que les violations des principes de la Charte susmentionnés et relatifs aux territoires sous tutelle, des principes proclamés par les Nations Unies dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et des recommandations ultérieures du Comité des Vingt-Quatre à l'égard des Iles du Pacifique, exigent que le Conseil de sécurité des Nations Unies examine la question,

Prie le Conseil de sécurité d'examiner la question de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique dans un proche avenir."

Si certains membres du Conseil de tutelle ne veulent pas se discréditer, de façon définitive, aux yeux de l'opinion publique, ils doivent appuyer l'appel adressé au Conseil de sécurité afin qu'il examine cette question dans un proche avenir.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Il semble que nous soyons revenus aux premiers jours, aux premières accusations, à ces accusations qui ont été répétées aujourd'hui contre mon pays et d'après lesquelles celui-ci maintient des peuples sous son joug et continue de les asservir, d'après lesquelles il ne poursuit que ses intérêts égoïstes dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. On se demande vraiment ce que cherche le représentant de l'Union soviétique et s'il ne tente pas uniquement de détourner l'attention de son propre pays, de son honteux bilan d'asservissement de peuples étrangers de la mer Baltique à l'Asie...

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour une motion d'ordre.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne suis pas venu ici pour entendre des conseils sur la politique de mon gouvernement. Nous sommes ici au Conseil de tutelle et nous examinons la situation dans un territoire qui s'appelle les Iles du Pacifique. Conformément à l'Accord conclu entre les Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique, ce pays porte la responsabilité de ce territoire et il doit rendre compte de cette responsabilité. Je n'ai pas parlé ici d'autres questions, si intéressantes qu'elles puissent être de mon point de vue, pour établir un lien entre la politique actuellement poursuivie par le Gouvernement des Etats-Unis dans les Iles du Pacifique et la politique de ce gouvernement à l'égard de toute une série d'autres

M. Morozov (URSS)

questions. Si je ne l'ai pas fait, c'est uniquement parce que nous estimons ne pas devoir dépasser le cadre de la question dont le Conseil est actuellement saisi.

Si le Président estime que la déclaration du représentant des Etats-Unis, dans laquelle il s'est permis de mettre en cause les républiques souveraines qui font partie de l'Union soviétique, a un rapport quelconque avec le sujet dont discute le Conseil - bien qu'il soit évident qu'il n'y en a aucun - nous devons sans doute élargir le cadre du débat et rappeler beaucoup d'autres choses que nous aurions souhaité ne pas aborder actuellement au Conseil, dans le cadre de notre discussion.

Ma motion d'ordre consiste à demander au Président de prier le représentant des Etats-Unis de ne pas poursuivre cette partie de son intervention ou de sa phrase qui semble indiquer son intention d'introduire dans le débat des éléments qui n'ont rien à voir avec le sujet en discussion.

Je prie donc le Président de prendre une décision présidentielle à cet égard. Après cela, je parlerai selon cette décision.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :  
Motion d'ordre.

Le PRESIDENT : Permettez-moi de dire un mot d'abord. Le premier jour de cette session du Conseil, j'ai lancé un appel aux délégations pour qu'elles veuillent bien se limiter aux questions portées à notre ordre du jour sans déborder le cadre du débat. J'avais eu la satisfaction de constater que cet appel était entendu, et je voudrais maintenant le renouveler pour que l'on s'en tienne au point à l'ordre du jour et que l'on évite de parler des conditions qui existent dans d'autres pays que ceux dont la situation est examinée ici au titre de l'ordre du jour.

Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je vous remercie, Monsieur le Président, des paroles que vous venez de prononcer. Elles étaient parfaitement justes et je pense que nous serons tous d'accord avec vous. Mais je voudrais dire que ce n'est pas moi qui suis sorti du cadre de notre débat, mais le représentant de l'Union soviétique, qui a pris l'initiative de s'écarter du Conseil de tutelle pour se plonger au cœur de l'Afrique, problème qui n'est certes pas à notre ordre du jour. Je ne puis le citer exactement, mais nous nous rappellerons tous qu'il a dit tout à l'heure que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Portugal, l'Afrique du Sud et d'autres, qui seraient activement appuyés par les Etats-Unis, cherchent à créer de nouveaux bastions pour déclencher je ne sais trop quelles actions contre les gouvernements africains indépendants. Or nous ne parlons pas ici des gouvernements africains indépendants, pas plus que du colonialisme en Afrique. Je croyais que nous discussions du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Ceci dit, je voudrais continuer ma déclaration; mais je crois que le représentant de l'Union soviétique a dit qu'il attendait une décision présidentielle. J'ai pensé, pour ma part, que cette décision présidentielle était déjà venue, et qu'elle consistait à nous inviter à nous en tenir à notre sujet et à notre ordre du jour. C'est ce que nous souhaiterions tous faire. Mais j'espérais que,

M. Dickinson (Etats-Unis)

dans le cas particulier, vous voudriez bien comprendre pourquoi je me suis cru autorisé à sortir du cadre immédiat de nos discussions, à la suite des références faites aux prétendues actions des Etats-Unis concernant le colonialisme en Afrique.

Maintenant, je vais attendre votre décision pour continuer ma déclaration.

Le PRESIDENT : Je prie le représentant des Etats-Unis de poursuivre.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'en étais donc arrivé au point de ma déclaration où je répondais à une remarque faite par le représentant de l'Union soviétique. J'espère ne pas m'écarter de nouveau du sujet.

Le représentant de l'Union soviétique a beaucoup insisté sur la résolution 1514 (XV), dont il a abondamment parlé en invoquant l'anticolonialisme. Je voudrais donc, moi aussi, parler d'anticolonialisme. Le représentant de l'Union soviétique prétend que les Etats-Unis camouflent leurs objectifs; il prétend que nous appuyons le colonialisme; il prétend que nous le pratiquons. Mais le fait est - et chacun le sait, y compris les peuples de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie, que le représentant de l'Union soviétique a cités et à qui il en appelle - que l'anticolonialisme soviétique n'est ni plus ni moins que l'exploitation de l'anticolonialisme véritable d'autres peuples. Il n'existe aucun moyen de camoufler les intentions et les objectifs de l'Union soviétique, qui utilise cyniquement l'anticolonialisme pour des motifs de propagande...

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour une motion d'ordre.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai beaucoup de respect pour toutes les décisions qui peuvent être prises ici, mais je ne sais pas très bien quelle question nous discutons actuellement et comment ma thèse, selon laquelle les mesures présentées par les Etats-Unis comme destinées à assurer l'octroi de l'indépendance au peuple micronésien - mesures que j'ai qualifiées de camouflage - peuvent être réfutées par cette méthode. Supposons qu'on veuille les réfuter, je suis tout à fait à la disposition du Conseil pour entendre cette réfutation, comme la réfutation de n'importe lequel de mes arguments. Que l'on me prouve, par exemple, que le Congrès micronésien est un remarquable organisme représentatif digne, par ses activités, de tout autre organisme représentatif fonctionnant n'importe où dans le monde. Ou encore, que l'on me dise qu'il n'est peut-être pas si remarquable encore, mais qu'il fera mieux à l'avenir. Que l'on me présente tous les arguments que l'on voudra pour s'élever contre ma thèse, et je vous promets que je me tiendrai tranquille, que je ne taperai pas sur ma carafe, que je ne soulèverai pas de motion d'ordre, que j'écouterai les critiques des plus âpres en réponse à mon accusation de camouflage telle que je l'ai développée. Mais je ne vois pas comment ce camouflage - qui, je l'ai affirmé, est en honneur aux Iles du Pacifique - peut être nié au moyen d'allusions extrêmement lointaines à la pratique et aux activités de mon pays dans sa lutte contre le colonialisme.

Pour qu'il soit mis un terme à cette discussion, je voudrais vous demander, Monsieur le Président, de bien vouloir décider que de telles digressions ne sont pas acceptables. Car si on les acceptait de la part du représentant des Etats-Unis, je serais prêt, alors, à faire un tour d'horizon très complet des activités des Etats-Unis en République Dominicaine, par exemple, ou au Viet-Nam - je précise bien que je n'en parle pas en ce moment - et à analyser le rôle que les Etats-Unis jouent actuellement un peu partout. Je ne préciserai pas maintenant si ce rôle est bon ou mauvais, car je ne veux pas abuser de la patience du Conseil et je



M. Morozov (URSS)

ne voudrais pas mettre le Président dans une situation difficile. Mais si le représentant des Etats-Unis se voit autorisé à continuer sa déclaration et à discuter de la conduite, qu'il peut estimer bonne ou mauvaise, du gouvernement que je représente ici et qui vient au Conseil de tutelle pour parler des questions coloniales, je considérerai cette décision comme une invitation à le suivre dans la même voie en procédant à une analyse détaillée de la conduite d'ensemble des Etats-Unis, sans me limiter aux Iles du Pacifique, sujet actuellement inscrit à l'ordre du jour et discuté en ce moment.

C'est là une question sérieuse, car nous ne pourrions tolérer que le représentant des Etats-Unis se voie autorisé à poursuivre impunément sa propagande contre mon pays alors que je n'aurais pas la permission d'en faire autant. Si donc le représentant des Etats-Unis poursuivait dans cette voie, je me verrais obligé d'élargir le cadre de mon analyse, et la responsabilité en incomberait au représentant des Etats-Unis. Qu'il ne vienne pas alors m'interrompre.

Le PRESIDENT : Je crois que nous nous trouvons précisément en face de la situation que j'essayais d'éviter lorsque, le premier jour, j'adressais un appel au Conseil, lui disant : il faut s'en tenir au sujet; il faut éviter la passion, car une déclaration en appelle une autre, et, par une espèce d'automatisme bien connu, nous risquons de rester des heures dans cette situation. J'espère donc que nous allons pouvoir continuer notre débat en nous inspirant des principes que je vous demandais d'observer le premier jour.

Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Le représentant de l'Union soviétique a dit, entre autres remarques, que nous n'avions pas parlé de la législature, du Congrès de la Micronésie. A la vérité, je m'apprêtais à le faire, lorsque j'ai été interrompu. Je m'apprêtais à dire que tout progrès que nous faisons ou que font les autorités administrantes, au sein de ce Conseil, vers l'autonomie, est automatiquement pris à partie par le représentant de l'Union soviétique. J'étais en droit d'espérer que ce progrès serait accueilli avec faveur, comme il l'a été en fait par la plupart des membres qui ont pris la parole. Ils ont dit qu'ils étaient heureux de constater que, pour la première fois, une législature était établie dans ce territoire. Nous ne prétendons pas que cette législature mette le point final au développement du territoire. Nous avons dit que c'était un début. Nous pensons que c'est un bon début. Nous croyons que ces personnes qui ont été démocratiquement et librement élues, au suffrage universel des adultes (dès l'âge de 18 ans), qui représentent leurs districts, iront de l'avant, avec le temps et avec leur pays.

Mais je disais que l'Union soviétique s'en prend invariablement à tout développement, à tout progrès, essaie de montrer que cela ne signifie rien, prétend que nous nous sommes vantés, que nous avons exagéré. Nous disons exactement ce qu'il en est. Nous avons soumis au Conseil de tutelle l'ordonnance qui montre les attributions de la législature. Ce ne sont pas des pouvoirs illimités; ils sont néanmoins très étendus. Tout ceci, nous l'avons exposé au Conseil, nous n'avons rien à cacher. Mais j'ai l'impression que le représentant de l'Union soviétique se préoccupe moins de la population intéressée que d'attaquer mon pays. C'est pourquoi j'ai parlé comme je l'ai fait.

Le reste de la déclaration du représentant de l'Union soviétique était une déformation désinvolte de déclarations que nous avons faites ici, de questions auxquelles nous avons répondu. Il a déformé certaines parties de nos réponses; il en a ignoré d'autres. Je pense que ceux qui ont assisté à ce long cours de questions auront noté les déformations de nos réponses.

Le représentant de l'Union soviétique s'étend particulièrement sur la Déclaration relative à l'octroi de l'indépendance. Il dit qu'elle n'a pas été portée à la connaissance du peuple micronésien ou qu'elle ne l'a pas été suffisamment. Je répète que nous en avons distribué 30 000 exemplaires. Ce fut une tâche immense. Il fallut près d'un an pour obtenir les diverses traductions et les acheminer vers le territoire sous tutelle. Pour cela, on nous accusa et on accusa le Secrétariat

de l'ONU de lenteur. Il s'agissait de traductions dans les sept langues principales et en deux langues secondaires. Il fallut les vérifier, rectifier, ce fut un travail considérable. Pourtant, tandis que nous procédions à cette tâche immense, on nous reprocha et l'on reprocha au Secrétariat de ne pas l'accomplir! Toujours est-il qu'elle fut accomplie, il y a au moins deux ans de cela. Nous avons distribué 30 000 exemplaires, soit un exemplaire pour trois personnes (hommes, femmes et enfants), dans l'ensemble du territoire. On se demande combien d'exemplaires ont été distribués dans d'autres territoires coloniaux. Je ne mentionnerai pas de nom.

Le représentant de l'Union soviétique dit que nous nous exprimons les dents serrées lorsque nous disons que les Etats-Unis appuient les principes de la résolution 1514 (XV). Je suis sûr qu'au contraire, nous nous exprimons très distinctement. Si le représentant de l'Union soviétique parcourait les comptes rendus du Conseil, il verrait que nous le disons depuis trois ans. Et s'il pense que je m'exprime les dents serrées, je fais remarquer qu'il y avait, l'an dernier, un autre représentant à ce siège et je suis sûr qu'il s'exprimait clairement.

Non content d'attaquer les Etats-Unis, tout au long de sa déclaration, le représentant de l'URSS attaque aussi ce Conseil, cherchant à le saper. La vérité est que l'URSS n'approuve pas la façon sérieuse et consciencieuse dont le Conseil de tutelle s'efforce d'accomplir sa tâche dans l'intérêt des habitants des territoires sous tutelle, mais qu'elle cherche à utiliser ce forum à des fins de propagande.

Le représentant de l'Union soviétique a dit quantité de choses. Je verrai s'il y a lieu d'infliger à ce Conseil un rabâchage complet de tout ce que nous avons dit depuis le début de la session, car le représentant soviétique a déformé chacune des réponses que j'ai faites ou qu'a faites le Représentant spécial. Je lirai demain le compte rendu de cette séance et, dans ma déclaration finale, je verrai s'il y a lieu de faire des commentaires.

Le PRESIDENT : Avant de lever la séance, je désirerais signaler deux points à l'attention du Conseil. Tout d'abord deux documents de travail ont été distribués ou vont l'être. Ils ont trait au rapport de la Banque internationale au sujet de la situation économique en Nouvelle-Guinée et au rapport de la Commission sur l'enseignement supérieur en Papoua et en Nouvelle-Guinée. Ce sont des documents qui résument ces études qui sont très longues; ils ont été préparés par le Secrétariat. Nous avons pensé qu'il serait utile aux membres de ce Conseil de pouvoir les consulter.

Ma dernière remarque a trait à l'organisation de nos travaux. Nous aurons demain après-midi une seule séance à 15 heures. Au cours de cette séance, nous entendrons les déclarations des délégations qui ne les ont pas encore prononcées sur la situation dans les territoires sous tutelle des îles du Pacifique. Nous entendrons également les représentants des institutions spécialisées.

Le Secrétariat me signale que si nous avons encore un peu de temps demain après-midi, nous pourrions commencer notre programme de questions au représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration pour le territoire de Nouvelle-Guinée.

La séance est levée à 18 h 45.